assez de prison

FONDO

france espagne

1973.-

Comienzos del movimiento de objeción de conciencia en España

Los grupos profundizan en su formación en la noviolencia y el antimilitarismo y acuden a encuentros internacionales. Exigen a la Iglesia española un mayor compromiso con los objetores y plantean una propuesta de servicio civil autogestionado. Pero el Gobierno sigue en sus trece y 1973 acaba con un nuevo decreto que castiga a los objetores a una pena de entre tres y ocho años de prisión.

En este archivo en orden cronológico vas a encontrar lo siguiente:

- Escritos a obispos y Conferencia Episcopal incluido un ayuno solidario.
- Programación de Pax Christi y Mouvement International de la Réconciliation con los objetores españoles como campaña central de solidaridad.
- Reflexiones sobre qué es la noviolencia activa y la desobediencia civil.
- Un extenso reportaje de la revista "El Ciervo" con el título "¿qué fue de los objetores?".
- La Ley 14/1973 sobre negativa a la prestación del servicio militar.

FONDO MOC

16 marzo 73

Queridos bilbainos:

Recibí hace pocos días, en París, la carta de Javi que por cierto llegó con el sobre un poco averiado. Por ese y otros motivos no contesté desde allí.

Sigo "condenado" a viajar. El domingo vuelvo de nuevo a París, donde estaré hasta fin de mes.

Como pedíais una respuesta rápida, he tratado hace un momento de localizar a Javi por teléfono, sin éxito. Por si no nos llegamos a poner en contacto por teléfono, ahí van estas líneas.

Las fechas 27 a 29 que me proponéis me son imposibles. En cambio, puedo hacer lo siguiente (es decir, queda decidido desde ahora que lo haré si no surgen imprevistos por vuestra parte o por la mía):

- El viernes 30 tomo el avión París-Bilbao; no sé en este momento la hora de llegada, pero si no recuerdo mal es una hora en que todavía hay tiempo para tener alguna reunión o dar una charla.
- Sábado 31 y domingo 1 podéis disponer enteramente de mi tiempo, sea en Bilbao o en S.S. Cualquier cosa que hagáis me parecerá perfecto (convivencia, o una o más charlas mías si los otros no estuvieran disponibles)

Caso de que hubiera alguna charla en San Sebastián me gustaría que avisarais con tiempo suficiente a:

- Charo Pérez Villar. Icastola. Deva (Guipúzcoa)
- Antonio Mendiluce. Gral Mola 30, 2º. Lasarte (Guipúzcoa)
- Sabin Apalategui. Echezarreta 3. Villafranca de Ordizia
- Srta. Esperanza Lanas. Av. de Madrid 8, 9º C. San Sebastián
- D. Pío de Montoya. Villa Paz. Alto de Miraconcha. S.Sebastián

En Bilbao, tengo dos direcciones de personas que, aunque no las conozco, sé que han tenido en algún momento contactos con el Arca:

- Montxo Iturriza. Gran Via 90
- María Bautista Bilbao. c/Asturias 2, 4º izq. Bilbao 14

Paz y perseverancia!

Por favor avisadme de nuevo a París para confirmar —

Gonzalo

DIVISION DES LANGUES
UNESCO Paris 7e

ROUTE PAX CHRISTI 1973

Abril

THEMES

MERCREDI, 18 - Jour d'arrivèe, concentration des " Routiers ".

JEUDI, 19 - Liberté et Conscience.

VENDREDI, 20 - Problemes de notre pays et l'objection.

SAMEDI, 21 - La Violence. Les Conflits. L'Armèe. Le Service Militaire.

DIMANCHE, 22 - Repos. Jour de congé.

LUNDI, 23 - L'Objection de Conscience.

MARDI, 24 - " " "

MERCREDI, 25 - La Paix et ses Problemes.

JEUDI, 26 - Notre compromis pour la Paix et la Justice.

VENDREDI, 27 - Les Conclusions finals.

Arrivèe à Montblanch.

SAMEDI, 28 - Mise ensemble de toutes les idees. Conversation general.

==========

FONDOMOC

THEME I er

LIBERTE ET CONSCIENCE

OBJECTIF : Un soir d'hiver de 1891 à Moscou Leon Tolstoi observa à un policier qui donnait un mauvais traitement à un pauvre homme. En voient l'action de ce policier, Tolstoi ne put pas se taire et lui demanda tout de suite : " Est-ce-que vous avez lu le Nouveau Testament?". Et le policier rèprit: " Et toi, est-ce-que tu as lu notre reglament ?".

Pour Tolstoi le plus important était aiderà l'homme. Le plus important por le police, dehors de ses sentiments, était sa loi et son code et sa loi disait qu'il devait expulser au povre homme de l'endroit où il était.

Le problème , donc peut se presenter de plusieurs manières : De fois les lois sociaux nous obligent à faire des choses que nous ne ferions pas parcequ'elles sont contraires à notre loi moral. A quelle loi devons nous oveir?, la loi social ou la loi moral ?. Avant de répondre à ces questions, nous devons penser sur le sujet : la liberté et la conscience.

QUESTIONS

- Qu'est-ce que le mot " conscience " veut dire ?, quel sens a-t-il pour toi ?.
- Qu'est-ce que le mot " liberté " veut dire ?. Quel sens a-t-il pour toi ?.
- Est-ce que tute sents libre ?.(toi-même,en famille, dans ton travail, avec tes amis, à l'école).
- Est-ce qu'il y a des choses que tu devrais faire, et tu ne les fais pas, malgré qu'on a besoin d'elles ?.
- Est-ce que tu crois que tu fais des choses que tu ne devrais pas faire parce que tu ne les crois pas ?. Pourquois tu le fais ?.Quit'oblige?. Pourquoi tu ne te revélès pas ?.
- Est-ce que tu fais des choses trés souvent que ne sont pas d'accord avec tes pénsees,ta façon d'être, avec tes aspirations ?; c'est à cause de ta feblesse ?, ou peutêtre à cause des estructures de ta societé ?.
- Quand les regles de ta societé ne sont pas d'accord avec les tiens, quelles sont les regles que tu dois suivre ?. Comme devons nous agirm,d'accord avec nous, ou, avec ce que nous disent ?. Quels sont les limites ?.
- Dans un autre sens, qu'est-ce que c'est le plus important : l'action de la Societé ou de l'Etat ?.
- Est-ce que l'Etat peut obliger à une personne à faire une action contre sa volonté, contre sa propre loi ?.

==========

THEME II

LES PROBLEMES DE NOTRE SOCIETE ET L'OBJECTION

OBJECTIF : Quand un homme est en face d'une regle social qu'il croit injuste, il peut pendre deux décisions : l'une,obeir malgré qu'il ne la croit pas; l'autre, la refuser ne voulant pas obéir, voici l'etat d'objection.

Un homme peut arriver objecter une regle sans y reflexir. Mais la veritable objection est celle que provienne de notre interieur,pour raisons de conscience. Cette objection doit être respectée.

L'objection n'est pas une attitude personnel, individuel;peut aussi être prisse par un grup de gens.

L'objection exterieurement manifestée par un grup, peut provoquer un changement de l'ordre social et politique d'une façon inespéré.

Les questions que nous pouvons nous faire sont les suivantes :

FONDOMEC

Dans quelle situation peut on objecter ?.

Quelles sont les limitations d'une objection ?.

QUESTIONS

- Est-ce qu'il y a dans la societé que tu habites, des situations que tu crois injustes et que, malgré tout, sont acceptées par la plus part de la societé ?.

- Quels sont les situations, regles, lois oucoutumes que tu crois on devraient objecter ?.Pour quoi ?.
- Comme pourrait on organiser un mouvement por obtenir ceci ?.

- Cette desobeicence, peut être utilissé pour ceux qui croient en ce que tu objectes ?.

- Comme pourrions nous avoir une societé plus d'accord à ce que tu crois ?.

- Les personnes qui vont contre les regles instituées, à quelle sorte de repression sont elles soumisses ?. Por quoi ?. Sont elles admisses ou aloignes par la societé ?.

- Quand l'Etat, la Societé, ou un autre organisation nous oblige à faire des choses avec lesquelles nous ne sommes pas d'accord, quelle position devons nous prendre pour ne causer pas de problemes aux autres ?. Est-ce qu'on doit vraiment penser aux autres ?.
- Est-ce que peut exister une objection politique ?, la quelle ?.

- Quel sens a le mot " revolution " por toi ?.

- Est-ce que tu te crois un revolucioner ?.

- Quelle est la relation entre une exigence revolucionaire et le cristianisme ?.

FONDOMOC

=========

THEME III

VIOLENCE, CONFLITS, ARMEE, SERVICE MILITAIRE, GUERRE

OBJECTIFS : Pour arriver a une uniformité humaine, la violence, les conflits, l'egoisme ne devraient pas exister; mais,comme ne peuvent pas disparaître, une certaine civilisation a imposé tout un appareil militaire pour défendre et imposer un ordre qu'il faut questioner.

Il y a deux positions en face de cette situation: " la position violente ", que croit en la faiblesse humaine, en la loi de celui qui est le plus fort et pour mantenir sa domination, croit nécessaire avoir un grand pouvoir militaire.

La position " pacifiste " croit en l'homme,en toute sa capacité pour changer sa mentalité et son caractère.

Pour arriver à vivre dans un monde meilleur, est nécessaire une égalité parmi tous les hommes, le même niveau social, cultural, economique et politique pour tout le monde. C'est la façon d'arriver à des relations humaines plus démocratiques plus justes.

QUESTIONS

-Est-ce que la violence peut être justifiée ?.

- Est-ce que la violence est naturel chez l'homme ?, est-elle un produit de notre culture ?.
- Peut la violence être efficace ?.

- Qu'est-ce que tu connais sur la no-violence active ?.

- Quelle idée as-tu sur la no-violence ?. Est-elle une tendence philosophique, une façon d'être ?.
- Crois-tu que la no-violence peut-être une nouvelle alternative pour une meilleure société dans l'avenir ?.
- Qu'est-ce que la no-violence devrait faire et comment ?.

- Crois-tu possible qu'on puisse supprimer la violence armée, un jour ?.

- L'Eglise des premiers siècles n'aceptait pas la violence chez les chrétiens. Mais aujourd'hui on dirait que l'Eglise l'accepte et des fois l'anime. Pour quoi cette évolution ?.
- La guerre, est-elle une manifestation de la façon d'âgir humaine ou bien une manifestation de l'organisation de notre société ?.

- Chez les paye que nous appellons " Troisiéme monde ", pour quoi sont-ils violents ?, est-ce qu'il y a des autres chemins pour arriver à la justice ?.

- Quel travail crois-tu devrait faire l'Armée ?.

- Peut exister une société sans armée ?, que devrait -on faire pour y arriver ?.

- Peut l'Etat disposer de la vie de ses citoyens ? .

- Peut l'Etat obliger à ses citoyens à donner une partie de leurs vies pour faire le Service Militaire ?.

- Le Service Militaire, est-il nécessaire ?. est-il justifiable ?, est-il aliénant?, est-il libérateur ?.

- Différence entre " police " et " armée ".

- La guerre, est-elle justifiable ?, est-elle nécessaire ?, est-elle moral ?, est-ce que nous pouvons l'eviter ?.

- Quels sont les motives de la guerre: economiques ou bien financiers ?.

- Qu'est-ce qu'on pense aujourd'hui sur la " guerre juste " ?.

- Qu'est-ce qu'on pense aujourd'hui sur les théologiens qui croient à " la violence liberatrice "?.

- Le Service Militaire, dévrait-il âtre volontaire ou obligatoire ?.

- Aujourd'hui il y a des armes nucleaires, chimiques, biologiques; que penses tu de sa utilisation chez les pays du troisiéme monde ?, vous souvenez vous d'Indochine.

- Est-ce que la politique des pays dominateurs qui ne veulent pas un conflit armée, a-t-il ohangé la question de la guerre ?.

==========

THEME IV

L'OBJECTION DE CONSCIENCE

OBJECTIF : On va essayer d'analyser le cas concret des objecteurs au Service Militaire. Pour tant, le plus intéressant est le témoignage des personnes qui ont pú avoir une certaine relation à ce sujet; connaître leurs problèmes, leurs luttes, leurs situations dans leurs differents pays.

Pour mieux analyser ce thème on l'a divisé en deux parties. La première est un analyse des points principaux de l'objection, les differents motives et on a essayé de faire une critique de chaque position idéologique.

La seconde partie s'âgit de tout ce que les objecteurs veulent obtenir ainsi qu'un analyse sur le Service Militaire et le Service Civil. L'objectif plus important dans ce thème est arriver à un dialogue parmi les routiers, que puissent manifester leurs pensées, leurs idées sur " l'objecteurs au Service Militaire ".

QUESTIONS

- Quel sens a pour toil'objection au Service Militaire ?.
- L'objection au S.M. doit être absolue au bien circonstantiel ?.
- L'objection, est-elle un compromis revolucionaire ?.
- L'antimilitarisme, est-il juste, nécessaire ou égal à l'objection ?.
- Quels sont les motives sociaux contre lesquels luttent les O.C. ?.
- Qu'est-ce que l'objecteur de conscience fait pour changer les situations injustes ?. Est-ce que sa façon de faire peut être efficace ?.
- Crois -tu que son attitude est de protestation au plutôt d'une action pour changer les choses ?.
- Il y a des objecteurs pour questions religieuses, philosophiques, humanitaires, étiques et politiques. Quelles sont leurs différences ?.
- Un catolique, peut-il être un objecteur ?, et un chrétien ?.
- Le déserteur, peut-il être un objecteur ?.
- Que penses-tu sur les déserteurs du Vietnam ?.
- Ne crois-tu que au lieu de vouloir de citoyens militaires, on devrait avoir des militaires plus humains ?.
- Les objecteurs, doivent-ils être punis ?, comment ?.
- Connais-tu la situation des objecteurs en Espagne ?.
- Comment crois-tu devrait être resolue leur situation ?.
- Parler sur l'objection de conscience et sa situation dans les autres pays .
- Analyser la situation des témoins de Jehovà. Sont-ils contre la violence ?, sont-ils des pacifistes ?.
- Est-ce que l'Eglise devrait faire une objection de conscience colective ?.
- Est-ce qu'il y a une certaine relation entre l'objection, le socialisme et l'anarchisme ?.

==========

THEME V

L' OBJECTION DE CONSCIENCE

QUESTIONS

- Comment devrait-être le Service Civil que les objecteurs demandent ?. Est-ce que c'est just changer le Service Militaire par un Service Civil ?.
- Peut le Service Civil nous conduire vers une société nouvelle ?.

FONDOMOC

- Il y a des objecteurs qui ne veulent pas faire un service civil, est-ce que c'est just ?.

- Est-ce qu'on peut admettre un Service Civil Obligatoire ?.

- Est-ce qu'on aurait des objecteurs si le Service Militaire est annulé ?, peut l'objection avoir une finalité dans ce cas ?.

- Est-ce que les militaires et les objecteurs pourraient préparer la defense d'un pays ensemble un jour ?.

- Que penses-tú des pays qué vont établir le Service Militaire volontaire comme l'Anglaterre, l'Australie, etc.?.

- Pouvent les objecteurs, conservant cette attitude, motiver des effets quelconques?

- Quelles sont les difficultés que les objecteurs ont chez eux, à l'école, dans leur travail ?.

- Pour quoi l'objecteur soutient cette position malgré toutes ses difficultés ?.

==========

THEME VI

LA PAIX ET SON PROBLEME

FONDOMOC

OBJECTIFS: La paix arrivera au monde le jour que l'humanité aura decidé changer les estructures injustes que provoquent ces situations violentes. Il y a beaucoup des difficultés à vaincre pour arriver à ce changement. La plus part des hommes ne sentent pas le besoin de changer des estructures et finir avec les intérèts commercials que font mantenir cette société militaire et industriel.

Dans ce thème on va analyser les causes pour lesquelles la paix est toujours alterée.

QUESTIONS

- Ni les Etats Units ni la U.R.S.S. veulent s'attaquer. Ils ont crée ce qu'on appele " l'equilibre du terreur ". Peut cette situation garantir une véritable paix universel ?.

- Est-ce que nous pouvons nous imaginer un nouveau système international dans lequel les états pourraient vivre en paix et avoir des lois plus justes, plus égals et libres pour tous ?.

- Points concrets dans lesquels l'investigation et la recherche pour la paix sont insuffisants.

- Quelles sont l'interpretation et la signification donnés par l'Evangile sur les problèmes de la guerre et la paix.

- Quel doit être le rol de l'Eglise dans la recherche de la paix ?.

- Est-ce que les organisations internationals comme l'ONU travaillent pour la paix?.
- Les préjugés d'aujourd'hui que difficultent la recherche de la paix.

- Est-le Nationalisme nécessaire ?. Quel sorte des problèmes peut presenter en face de la paix ?.

- Un Gouvernement Universel, est il nécessaire ?. Est-il possible ?.

- Pour qoui les pys ne peuvent pas arrêter leur course d'armements ?, est-elle nécessaire?.

- Le désarmement, est-il possible ?.

- Quels sont les dangers que peuvent devenir d'une guerre atomique, chimique, biologique, bacteriologique, etc ?.

- Doit le désarmement être total ou bien partiel ?.

- Est nécessaire l'implantation d'une défense civil no-violente qui puisse remplacer une défense militaire ?.

- Tous les malheurs d'une guerre àtomique, sont-ils plus souhaitables qu'une invasion ou une occupation ?.

- Differents degrés qu'on devrait suivre pour passer d'une Défense Militaire à une Défense Civil.

- Peut un Etat être no-violent ?.

- Pourrait être possible une dictature dans un pays no-violent ?.

- Dans ton pays, comment pourrait agir la n-violence ?, dans quels domaines ? avec quels moyens ?.

- Et au niveau international ?.

- La politique militaire - industriel.

- Quel sens a la course d'armément ?. Comment pourrait-on l'arrêter ?.

- Est-ce qu'on peut accepter l'emploi du napalm, gaz toxique, bacteries, acides etc, comme materiel de guerre ?.

- Que penses - tu sur la question d'Indochine ?. Et sur l'intervention américaine dans l'Amerique du Sud ?.

- Est-ce qu'on peut justifier l'invasion russe en Checoslovaquie ?.

- Est-que l'invasion est juste ?.

==========

THEME VII

NOTRE COMPROMIS POUR LA PAIX

OBJECTIF : Voir ce que nous-mêmes pouvons apporter dans cette société pour la changer et pouvoir aller vers un monde plus just et en paix.

Analyser la ligne de conduite à suivre dans tous les niveaux pour arriver à ce changement d'estructures.

Etablir relations parmi les " Routiers " que veulent participer dans une telle action

QUESTIONS :

- Que penses-tu sur la personne du CHRIST ?. était -il un revolucionaire ?.

- Que devons nous faire devant des conflits si grands comme Vietnam, Indochine ?.

- Est-ce que la grève est un moyen no-violent ?.

FONDOMOC

- Quelles diferences il y a entre : un pacifique, un pacifiste, et la lutte pour la paix ?.

- Quels sont les hommes de nos jours qui ont contribué et participé en la lutte pour la paix ?. Votre point de vue sur eux.

- Qu'est-ce que la paix implique : justice, ordre, progrés ?.

- Helder Camara et Che Guevara, sont-ils des personnages paralleles, convergents ou contraires ?.

- Le pacifisme, est-il exclusif des pays riches ?.

- Analyser les differences entre le pacifisme traditionel et le revolucionaire.

- Les mouvements et groupes pacifistes.

==========

THEME VIII

LES CONCLUSIONS

Faire un analyse général sur tout ce qu'on a dit pendant les jours de la " ROUTE", cherchant les moyens plus nécessaires que puissent permettre un changement des opinions parmi " les routiers ".

Les routiers exposeront ce jour le rol que PAX CHRISTI devrait avoir dans la lutte pour la paix et la liberté de conscience.

==========

FONDOMOC

Barcelona Junio 1.973

Querido Amigo:

Lanza del Vasto, fundador de la Comunidad del Arca en el Sur de - Francia.

Hará un campamento cerca de Barcelona del 12 al 18 de Agosto.

Donde expondrá sus experiencias de vida comunitaria, plasmadas en el retorno a la simplicidad y trabajo interior, por medio de la oración y la meditación.

FONDO MOC

Este encuentro de siete días, se hará en plena naturaleza, donde ademas de enriquecernos en la convivencia, disfrutaremos de aire y sol, en un delicioso paisaje de montañas, prados y pinos.

El precio por persona será de 700'- ptas. los niños menores de seis años pagaran 350'-.

Si quereis asistir, os rogamos nos deis en seguida la relación de - personas y niños que vendreis, para notificaros lugar y otros detalles del campamento.

Paz, Fuerza y Gozo.

TENDENCIAS ACTUALES DE LA OBJECION

1 - LA NO-VIOLENCIA

Hubo un tiempo en que la objeción, generalmente, era un fenómeno propio de algunos cristianos no-violentos que no querían participar en la guerra y en su preparación. Estos objetores se interesaban también en las cuestiones políticas, pero su posición estaba fundada sobre el decálogo y el espíritu evangélico.

Una de las mayores preocupaciones de los objetores ha sido el de conseguir el reconocimiento de la validez de su actitud por parte de sus Iglesias respectivas. Esta preocupación, lejos de haber desaparecido, persiste en los objetores actuales, y sus motivaciones entran perfectamente dentro del marco definido por las leyes europeas, ya que estos objetores "se oponen en cualquier circunstancia al uso de las armas", y "en razón de sus convicciones religiosas o filosóficas".

Más o menos, puede decirse que actualmente la mitad de los objetores de conciencia que hay en el mundo son militantes o partidarios de la no-violencia, aunque la exigencia de una vida no-violenta no les es obstáculo para hacer consideraciones más amplias de carácter político, como el análisis del empobrecimiento relativo del Tercer Mundo, el peligro de las armas atómicas, bacteriológicas y químicas, la alienación obrera, etc. Con todo, el objetor no-violento suele distinguirse más por su testimonio que por su militancia.

El M.I.R. (Movimiento Internacional de la Reconciliación)(1) es el reflejo vivo de esta evolución. Está abierto a los no-cristianos y presta atención especial a las violencias inherentes a la marcha de la sociedad, a las violencias menos patentes, menos vistosas, pero tan importantes como las de las guerras: alienación, propaganda, explotación del hombre por el hombre... La violencia se concibe, no como una sucesión de actos espectaculares, sino como un estado permanente de la sociedad y, por ello, el objetor no-violento no se contenta con hacer un acto de protesta contra la guerra, sino que lo hace contra la sociedad actual. Así, la O.C. al Servicio Militar se inscribe en el marco de esta actitud permanente.

Este tipo de objetores creen que la institución militar no es más que el reflejo o el símbolo de toda una sociedad, de toda una civilización que hace del dinero y de la potencia, un valor supremo; del consumo, un reflejo condicionado; del hombre, una matrícula, un número o un telespectador "en zapatillas".

La Objeción de Conciencia no-violenta deja de ser, pues, una objeción al ejército, a la guerra y a la violencia. Se ha transformado, aunque sin haber cambiado su espíritu y su estrategia, en una contestación global a la sociedad actual, basándose en una concepción cristiana y personalista del hombre.

(1)

M.I.R.
Via dello Alpi, 20.
00198 - ROMA

I.F.O.R.
Hendriklaan, 9.
P.O.BOX 91 DRIEBERGEN
(Holanda)

M.I.R.
Rene Cruse
4, Allée de Pologne
91 MASSY (Francia)

FONDO

2 - LA OBJECION POLITICA

Las críticas que hacen los objetores "políticos" a la sociedad actual son de la misma naturaleza que las que hacen los objetores no-violentos o los cristianos que piensan que el orden social actual es incompatible con el cristianismo. Es evidente, también, que estos jóvenes rehusan cualquier participación en el ejército y en el sistema político que lo mantiene, basándose en una determinada concepción del hombre y de una ética permanente (aunque a veces inconsciente).

Sin embargo, es necesario establecer unas claras diferencias entre estos objetores y los otros. El objetor "filosófico" rehusará cualquier tipo de participación en el ejército; el objetor "político" lo hará sólo en ocasiones, circunstancialmente, en determinadas situaciones políticas que, en su conjunto, provocan una reflexión y una reacción, traducida en la negación de participar en el ejército. En los objetores políticos, pues, la oposición no es permanente, sino circunstancial.

Dentro de esta línea deben incluirse los desertores de la guerra del Vietnam. Algunos de ellos objetan a la institución militar americana, opresora e imperialista, aunque la servirían si defendiese unos intereses justos. La objeción es, por tanto, parcial. Se opone a un tipo determinado de ejército, el americano, a una determinada política militar, la del "vacuum". Lo mismo puede decirse de aquellos jóvenes que, sin haberse planteado la legitimidad o funcionalidad del ejército americano, creen solamente que el problema vietnamita es de la sola incumbencia de los vietnamitas.

FONDO MOC

En Francia, la objeción política tiene también cierto arraigo. En la década pasada fue a causa de Argelia. Hoy día, la intervención francesa en el Chad es la causa de que muchos jóvenes pasen bastantes meses en prisión, rehusando, incluso, efectuar un Servicio Civil sustitutorio y defendiendo lo que pudiéramos llamar la "objeción total", es decir, rehuso a cualquier autoritarismo estatal. Siguiendo con Francia, no es difícil pronosticar un aumento de este tipo de objetores, debido, especialmente, a la actual política nuclear, concretada en las pruebas nucleares que actualmente realizan en el Pacífico.

En nuestro país, un objetor político podría ser aquel que se negase a vestir el uniforme por creer que el ejército español mantiene una situación claramente colonial en el Sahara, o por no ser representativo de los intereses populares, o por estar en estrecha vinculación con las Fuerzas Armadas estadounidenses...

3 - LA OBJECION ANARQUISTA

Por su naturaleza, la sociedad militar, jerarquizada al extremo, es la misma antítesis de la sociedad anarquista. Además, como hemos dicho anteriormente, el estatuto legal de los objetores en la mayoría de los países europeos no ha suprimido la obligatoriedad de un servicio nacional; no ha hecho más que instituir una opción civil.

Si la mayor parte de los objetores pretenden servir a la comunidad cumpliendo un servicio civil y dando a entender, así, su prueba de buena voluntad a la opinión pública, un objetor belga, en este caso representante de la filosofía anarquista, declaraba:

"¿Por qué hablar de servicio si la obligación es manifiesta, mientras que, para nosotros, servir significa, ante todo, espontaneidad, desinterés, libertad de acción y de pensamiento...?

Nuestra oposición al servicio civil es, pues, completa. Es necesario rehusar la intervención del Estado en los asuntos normales de nuestra vida."

La insumisión continúa siendo, pues, la reacción normal de un anarquista. No trata de negarse a servir a la comunidad, sino que únicamente se niega a obedecer cualquier tipo de servicio obligatorio.

A - LOS TESTIGOS DE JEHOVA

Este grupo fue creado en 1872 bajo el nombre de Sociedad Internacional de Estudiantes de la Biblia. Se caracteriza esencialmente, desde el punto de vista teológico, por un rechazo de la divinidad de Jesucristo y por la convicción de que el mundo actual está terminándose y está en manos de las fuerzas del mal. Por ello, creen que es inútil querlo cambiar, ya que está perdido.

La principal misión de los Testigos de Jehová es la conversión de los espíritus extraviados del mundo. A causa de ello, no aceptan que el Estado los obligue a servir al Ejército durante un tiempo determinado, ya que, si lo hacen, tienen que abandonar su misión pastoral.

Ello no quiere decir que no obedezcan, de forma general, a las autoridades y a las leyes. No. Pagan sus impuestos y no intentan llevar a cabo una lucha política para cambiar un determinado régimen, ya que no se preocupan de los asuntos de este mundo. Pero cuando el Estado intenta apropiarse de ellos, de su vida, de su tiempo, de sus obligaciones, que para ellos no pertenecen más que a Dios, se niegan y aceptan las consecuencias.

Es fácil deducir, por todo ello, que tampoco aceptan el Servicio Civil. El único servicio aceptable para ellos es el de Dios.

No desertan, no se exilian. Se presentan el día indicado en el cuartel, y se niegan a vestir el uniforme.

En España hay, actualmente, unos 250 en prisión, algunos desde hace ya 12 años. Su delito: anteponer a las leyes humanas las normas dictadas por sus creencias religiosas.

++++
++++
++++

LA OBJECION EN LOS PAISES NORDICOS

En los países nórdicos, el objetor de conciencia tiene el derecho de ciudadanía desde hace mucho tiempo, aunque la mayor parte de los jóvenes son voluntarios al Servicio Militar, que suele durar de 12 a 14 meses, según los países. En Dinamarca, la duración sólo será de 9 meses a partir del 1º de Octubre, en el marco de la profunda reforma del sistema de defensa en curso de aplicación. Los llamados a filas que quieran voluntariamente ampliar su S. Militar por períodos de tres meses, recibirán sueldos de sub-oficial. Por otra parte, se pondrá en estudio la creación de un Servicio Civil para todos y un sistema de impuestos para aquellos que, por la razón que fuere, no realicen el S. M. Este sistema de "impuesto militar" existe ya, por ejemplo, en la Europa Central, en Hungría, donde los exentos dan al Estado, durante varios años, un cierto porcentage de su salario.

La reforma danesa, criticada por la OTAN pero que los dirigentes de Copenhague creen "constructiva", tiene por motivo el hecho de que cada año, el número de los llamados a filas es menor que lo previsto por dos razones: primero, por el aumento de objetores, que representan el 5% de los llamados a filas, y por el de inútiles, la mayor parte de ellos jóvenes de 27 ó 28 años con prórroga. Más que suprimir las prórrogas, el ministro danés de defensa prefiere adaptarse a las realidades y, por ello, incrementar el número de voluntarios.

En los países nórdicos, los Objetores de Conciencia han sido, desde un principio, pacifistas que rehusaban llevar el uniforme por motivos religiosos. Así, en Suecia, desde 1902, los jefes de cuartel podían destinarlos a trabajos administrativos; en 1920, se crea el Servicio Civil y se amplian las motivaciones para ser reconocido objetor, aceptándose los motivos humanitarios. Desde 1966, "el servicio no armado es acordado si el uso de las armas contra otros es incompatible con una seria convicción personal, y provoca un profundo conflicto de conciencia." La entrada en vigor de esta ley coincide con una politización de los objetores, especialmente a partir de 1968.

^^^^^^^^^^^^^^^

FONDOMOC

E S P A Ñ A : PROYECTO DE LEY SOBRE "NEGATIVA A LA PRESTACION DEL SERVICIO MILITAR"

En el Consejo de Ministros del pasado viernes, día 18 de mayo, la Presidencia del Gobierno ha adoptado el acuerdo de remitir a las Cortes un proyecto de ley sobre "Negativa a la prestación del servicio militar".

El Ministro de Información, Sr. Sánchez Bella, ha manifestado que no se darían detalles del proyecto de ley hasta que el texto del mismo no haya sido publicado en el Boletín Oficial de las Cortes, por deferencia a los Procuradores.

FONDOMOC

A pesar de que desconocemos el texto, en círculos políticos de Madrid se habla de que el contenido del proyecto se limita a suprimir las "condenas en cadena" que sufren actualmente los objetores, estableciendo una pena única de cuatro años de prisión.

De ser así, la nueva reglamentación aliviaría la angustiosa situación de los objetores, especialmente de los Testigos de Jehová, que cumplen condenas, sumadas, de 10, 12 ó más años. Sin embargo, la supresión de las condenas en cadena no implicaría, de por sí, el reconocimiento del derecho a la objeción, ni el establecimiento del Servicio Civil. En todo caso, se regularía el "delito de objeción".

De todas formas, lo más prudente es esperar a conocer el texto íntegro del proyecto. A partir de ahí se podrá ver si el problema de los objetores queda solucionado o, tan solo, "eludido".

=.=.=.=.=.=.=.=.=.=.=

"LA OBJECION DE CONCIENCIA EN ESPAÑA"

100 ptas. Jesús Jiménez

Ed. Cuadernos para el Diálogo, nº 50

Nn
Oo
Vv
Ee
Dd
Aa
Dd

Cabe señalar respecto a este libro de reciente aparición, abril 73, que su elaboración no ha sido bajo iniciativa del autor, Jesús Jimenez, sino subvencionada y realizada en el Instituto de Técnicas Sociales de la Fundación Fondo Social Universitario. Por este motivo, el autor se limita a presentar objetivamente los diferentes planteamientos que existen hoy día en nuestro país sobre la O. de C., ampliada y completada por la postura que la legislación española ha tomado al respecto, describiendo y comparando con detalle los dos proyectos de ley tratados en las Cortes.

Merece la pena el capítulo V del libro por lo que a información se refiere sobre la objeción en las legislaciones europeas, así como una lista de todos los objetores españoles que actualmente cumplen penas de prisión.

FONDO MCC

El autor no pretende hacer un análisis crítico del fenómeno objeción como ideología o como contestación sino que, al centrarlo en el caso de España, y al ser este un caso peculiar debido a la mayoritaria proporción de objetores Testigos de Jehová, se limita, por lo general, a dar fé del testimonio de este grupo religioso.

. . . . . .

- I N D I C E -

CAP. I= EL RECHAZO DE LA VIOLENCIA
- Los católicos y la No-Violencia - Los cuáqueros ante la O.C. - El doble problema de los adventistas.

CAP. II= LOS TESTIGOS DE JEHOVA
- Un poco de historia - Los T.J., esos desconocidos

CAP.III= LOS TESTIGOS DE JEHOVA, OBJETORES DE CONCIENCIA
- Las razones de una objeción - Análisis de un caso

CAP. IV= LAS AVENTURAS DE DOS PROYECTOS DE LEY
- El proyecto de 1970 - Un nuevo intento del Gobierno

CAP. V= LA OBJECION DE CONCIENCIA EN LA LEGISLACION EUROPEA

APENDICE : Lista de los O.C. católicos y testigos de Jehová en prisión.

LA OBJECION DE CONCIENCIA: ¿ES UN DERECHO MORAL?

Una tarde de invierno de 1891, en Moscú, León Tolstoi observó que un guardia estaba a punto de maltratar a un mendigo. Tolstoi se dirigió al guardia en estos términos: "¿Has leido el Nuevo Testamento?"; a lo que el policía respondió: "Y tú, ¿has leido nuestro reglamento?"...

Todo el problema de la Objeción de Conciencia está contenido, básicamente, en este diálogo de sordos. En el momento en que la regla social no coincide con la regla moral, se crean las condiciones de la Objeción de Conciencia.

No se trata, por tanto, de poner en práctica una dialéctica comparable a la del marxismo: la elección no está entre el orden existente y otro sistema. Los imperativos de la conciencia no se concretan en una fórmula determinada a la que sólo haría falta una aplicación.

Otra diferencia con la actividad política tradicional es que la objeción se manifiesta generalmente por la desobediencia civil. En todos los países, la ley asegura su propia supervivencia, y la autoridad establecida no padece más contestación que en los límites que ella misma ha establecido; la oposición oficial sirve, a veces, más de válvula de seguridad que de fermento de progreso. El objetor no puede limitarse al objeto mismo de su objeción, y por ello, acepta comprometerse en una desobediencia civil, si realmente quiere ser fiel a sí mismo.

Cada estado establece implícitamente la ecuación de su ley y del absoluto de la justicia; exige de sus ciudadanos la obediencia; pero, tratándose de ciudadanos de un país adverso, cada Estado espera de ellos que se conformen y atengan, no sólo a las leyes de su propio país, sino también, y sobre todo, a ciertos principios universales de justicia y de humanidad.

Esta es una de las fuentes de la jurisprudencia establecida por el Tribunal Internacional de Nuremberg, encargado en 1945 de juzgar los crímenes de guerra cometidos por los nazis. En el transcurso del juicio, la mayor parte de los acusados hicieron valer el deber que tenían de obediencia a las órdenes recibidas de la autoridad legítima. El fiscal británico remarcó que "llega un momento en que el hombre debe negarse a obedecer a un jefe si quiere obedecer a su conciencia". En sus sentencias, el tribunal de excepción estableció claramente que la obediencia a las leyes y a las órdenes puede ser criminal, que el subordinado debe examinar en conciencia las implicaciones que podría tener su sumisión y, a veces, desobedecerlas; los jueces de Nuremberg se pusieron de lado de Thoreau en su denuncia al delito de obediencia. Si el Tribunal invocó la violación de las convenciones prohibiendo ciertas formas de guerra, y de tratados internacionales, ha admitido implícitamente la necesaria preeminencia de la ley moral, justificada la exigencia de la conciencia humana y reconocida la existencia de un derecho no codificado, descartando las conclusiones atestiguadas por la defensa en virtud del principio "nulla poena sine lege" (ninguna pena sin ley). Ha sido un tribunal de excepción instaurado por cuatro Estados en tiempos de guerra quien ha afirmado

con insistencia la insuficiencia de la ley escrita frente a la ley superior normalmente perceptible por cada hombre en su conciencia.

Esta exigencia de la conciencia no puede definirse exactamente, ya que es una exigencia absoluta. Rousseau habla de un "instinto divino". Puede ser percibida como una ley religiosa, o como la voz de Dios en el hombre. Puede tratarse de una exigencia laica de justicia, de libertad, de dignidad. Puede referirse al respeto de la ley de la vida, de los principios ecológicos. Sea cual fuere la forma que toma este absoluto, la manera en que se perciba, el objetor intenta reintroducirla en la vida social. Es evidente que la fidelidad a la conciencia, a la exigencia absoluta, no es el patrimonio del objetor: la fidelidad a la conciencia coincide, a veces, con la obediencia a las leyes, con el respeto al orden establecido.

"Se ha divinizado al Ejército y nos hemos convertido en ateos", decía el pastor Henri Roser a propósito de la objeción al servicio militar; tomando el término de objeción en su sentido más amplio, puede decirse lo mismo: se ha sacralizado la ley, se ha hecho de la obediencia una virtud cardinal, se ha divinizado al Estado; el objetor de conciencia se convierte, en este caso, en un sacrílego que rechaza el principio de la razón del Estado y aparta la ley escrita para sustituirla por el poder de la conciencia...

---

páginas 123-125 del libro:
L'OBJECTION DE CONSCIENCE
Jean-Pierre Cattelain
Presses Universitaires de France, 1973
Col. "que sais-je?", nº 1517
128 páginas - 4'5 FF.

FONDOMOC

PAX CHRISTI: RUTA INTERNACIONAL 1973

Las Rutas que anualmente organiza Pax Christi, se celebrarán este año en la región catalana. Se iniciarán el 18 de julio y terminarán el 28 en Montblanch (Tarragona).
El tema que animará estas rutas será el de la

"LIBERTAD DE CONCIENCIA"

El precio de participación, incluidos los gastos de manutención y alojamiento, es de 2.000 pesetas.

Para inscribiros e información escribir a :

Mª CARMEN VILAGRAN
S. Gervasi Cassolas, 84, ático.
BARCELONA

INFOR - PAX

BELGICA Durante el año 1972, fueron presentadas más de 1.000 peticiones para acogerse al Estatuto de objeción. De ellas, 350 fueron recogidas, y otras 800 están en espera de la decisión del Consejo de Objeción.

ESPAÑA Un sargento del ejército del aire ha sido detenido por haberse negado rendir los honores militares durante una misa. Está en detención preventiva.

En 1968, el sargento Francisco Orozco, de la guarnición de Málaga, obtuvo del ministro del aire la autorización para hacerse miembro de la Iglesia Baptista.
El 10 de diciembre de 1972 fue designado para formar parte del escuadrón que debería rendir honores en la misa en honor a la Virgen de Loreto, patrona del Ejército del Aire. El sargento (que es de la Iglesia Battista) se negó categóricamente a formar parte de este escuadrón, invocando su "pertenencia a otra religión".
Persistiendo en su actitud, el sargento ha sido acusado por las autoridades militares por "delito de desobediencia", previsto por el art. 328 del Código de Justicia Militar.
(Le Monde, 20-2-73)

FRANCIA En mayo próximo tendrá lugar una marcha de protesta entre Londres y París para protestar contra las pruebas nucleares francesas en el Pacífico. La marcha está organizada por el grupo canadiense Greenpeace (Paz Verde). Fue gracias a su apoyo que, en 1972, un grupo neozelandés (Peace-Media) lanzó un yate con 6 ocupantes a bordo en dirección a Mururoa, en el lugar y en el momento en que debían efectuarse las pruebas. Una vez llegaron a la zona prohibida, el yate fue espoleado deliberadamente por un barco de la marina francesa que le acechó.
Este año, el grupo Green-Peace volverá a repetir la operación, con barcos provenientes de Austria, Japón, Canadá, California y Nueva Zelanda.
La marcha Londres-París empezará el 6 de mayo y terminará el 3 de junio.

Contacto:

OPERACION GREENPEACE
Jean Pierre Cattelain
6, rue A. Lebeuf
25000 BESANÇON (Francia)

U.S.A. La Casa Blanca ha informado que Nixon no ha cambiado la postura expresada en su campaña electoral, de que nunca concedería amnistía a los desertores y a los que no atendieron las órdenes de alistamiento.

Por otro lado, el 19 de febrero pasado, los desertores exiliados en Europa hicieron la siguiente declaración dirigida al Congreso:
"La intervención ilegal del gobierno americano en el Asia del Sudeste ha sido negada por la mayoría del pueblo americano. Centenares de miles de hombres y mujeres en los EE.UU. sufren

FONDO MOC

la pérdida de sus derechos civiles, de su libertad y de su trabajo por oponerse a la guerra o a la opresión del sistema militar americano.
Contrariamente a las afirmaciones deliberadamente falsas de Nixon de que había algunas decenas de exiliados opuestos a la guerra, la mayoría de los que se oponen están en los EE.UU., estimándose en unos 200.000, teniendo que vivir clandestinamente. Más de medio millón de veteranos hemos perdido los derechos civiles.

Pedimos una ammistía para todos, incondicional, sin servicio militar sustitutorio, sin medidas de castigo y sin juicios individuales."

Los resistentes a la guerra, llamados desertores, no son criminales. Los verdaderos culpables son los dirigentes del gobierno americano que han violado la Constitución de los EE.UU. y las leyes internacionales durante la duración de la guerra. Sólo una amnistía general e incondicional podrá ser el comienzo del fin de la desastrosa política americana en Indochina, y, al mismo tiempo, servirá para impedir lanzarse en guerras como esta en el futuro.

ESPAÑA El presupuesto español de DEFENSA para el año 1973 es de 62.194 millones de pesetas, representando el 13,1 % del total de los presupuestos del Estado para dicho año, y un aumento del 14,8% respecto al año anterior.

SUIZA El gobierno de Berna propondrá este otoño al Parlamento un proyecto instituyendo un Servicio Civil para los O. de C. La decisión ha sido tomada como consecuencia de una campaña popular efectuada por un grupo de profesores del cantón de Basilea, y apoyada por 62.343 firmas.

BRASIL Las mujeres y los sacerdotes tendrán la obligación de cumplir el Servicio Militar en Brasil, a partir del próximo año, según disposición adoptada por el Estado Mayor de las Fuerzas Armadas.

BELGICA Jacques Deterne, desertor detenido en la prisión de Barres, ha hecho pública la siguiente declaración:

"¿Por qué deserto? Primeramente, porque el ejército no me aporta aquello que dice por la publicidad. Porque no me considero como un mecánico que se dobla ante todo el mundo sin discutir. Porque no existe ningún respeto al ser humano.

Me considero no-violento, y no porque lo sea de forma natural, ya que no puedo escaparme de las reacciones humanas violentas, sino porque creo que las guerras o cualquier otra violencia no resuelven nunca ningún problema y no engendran más que odio y deseo de otra violencia. Es pues inútil ir a aprender a matar al prójimo. Prefiero utilizar mis energías para otros fines más útiles.

Lo que deseo es ser libre para elegir en plena conciencia lo que estimo bueno."

PUBLICACIONES NOVEDADES

LIBROS - "L'OBJECTION DE CONSCIENCE"
Jean-Pierre Cattlain
Presses Universitaires de France, 1973
Col. "que sais-je?", nº 1517
128 págs. - 4'50 FF.

- "LA OBJECION DE CONCIENCIA EN ESPAÑA"
Jesús Jiménez
Ed. Cuadernos para el Diálogo, nº 50.
1973 - 100 ptas.

ARTICULOS- "MENSAJE AL CRUZADO CON AMOR"
Gonzalo Arias
Vida Nueva, 7-4-73
pp. 22-29 - 15 ptas.

Carta abierta dirigida a Blas Piñar, en un intento de iniciar un diálogo entre pacifistas y "guerreros integristas".

- "EJERCITO Y SUBVERSION"
Jorge Cardona
Mundo, 28-4-73
pp. 24-31 - 25 ptas.

FONDOMOC

PUBLICACIONES
FOLLETOS - "LE SERVICE CIVIL EN BELGIQUE"
20 FB (35 ptas.)
40 páginas.

Pedidos a: JEAN VAN LIERDE
39, rue du Loriot
1170 - BRUXELLES

- "LA PENA DE MUERTE"
Nº extraordinario de Cuadernos para el Diálogo

DIRECCIONES-LIGA DE OBJETORES ITALIANOS
Via di Torre Argentina, 18.
00186 ROMA

- -

Si queréis aportar una ayuda material
por los gastos de edición y envío de estas hojas,
podéis enviarnos:
- un giro postal
- un talón al portador por correo certificado
- sellos de correos de 1 y 2 ptas.,
a nuestra dirección:

EQUIP OC (Pax Christi)
c/ Lauria, 7, 1º 8ª.
BARCELONA (10)

Carta a:

Badajoz, Barcelona, Bilbao,

Cádiz, Granada, San Sebastián, Santander

5 julio 73

Queridos amigos:

Con ocasión de la actual Asamblea Episcopal, Eduardo Cierco y yo hemos buscado contacto con algunos obispos. Nos entrevistamos primeramente con J. Martí (Urgell), y él nos concertó una entrevista, que tuvo lugar ayer, con un grupito en que, además de él mismo, estaban Iniesta y Echarren (Madrid), Añoveros (Bilbao), Azagra (Cartagena).

Desde luego la actual Asamblea no hará declaración alguna sobre la o.c. Ni la cuestión está incluida en el programa, ni si lo estuviera alcanzaría la votación de dos tercios (a juicio de los obispos).

En cambio en la próxima Asamblea hay grandes probabilidades, según ellos (en diciembre). Pero convendría antes, en la medida de nuestras posibilidades, que "trabajáramos" a los obispos que de aquí a entonces se reunan en conferencias provinciales o regionales. Los de Cataluña (dice Martí) no es necesario, ya están bien preparados.

Expusimos extensamente las noticias que teníamos de cada uno de los objetores y de sus conflictos con los capellanes de prisiones, para empujar a los obispos a interesarse personalmente por ellos. Comprobamos con satisfacción que Azagra está en relación con los dos de Cartagena y les aprecia mucho. Les ha visitado varias veces. Los capellanes de la prisión (militares) no dependen de él, pero es muy importante que los dos se sientan apoyados por su obispo.

El caso de Boj no es igual. La jurisdicción de la cárcel de Alcalá, donde está, corresponde al obispo auxiliar Blanco. Hace meses fracasó una gestión que se hizo ante éste para que visitara a Boj. En vista de ello, Iniesta y Echarren han decidido plantear la cuestión a un nivel más elevado, o sea ante el cardenal. Esto lo harán en septiembre; he quedado citado con ellos para entonces.

Sigue adelante (y de ello se informó a los obispos) el proyecto de informe teológico sobre la situación de los o.c. de origen católico. El largo viaje que este proyecto requiere se hará a fines de este mes.

Ha salido el libro "El proyecto político de la no-violencia". Si no os lo he mandado ya, podéis pedírmelo (aunque acaso tarde en atender el pedido).

Me voy a París el día 8. Probablemente no volveré hasta primeros de septiembre.

Seguimos sin saber nada seguro del proyecto preparado por el Gobierno. Según Ruiz-Giménez se trata de una ley puramente penal, que termina con el sistema de condenas en cadena pero que impone una pena de ocho años. En cambio Ajuria (abogado de los testigos de Jehová) cree que se prepara un verdadero estatuto con posibilidad de un servicio civil.

Paz y perseverancia!

Enhorabuena a los recién casados!

Gonzalo

Informe sobre la

OBJECION DE CONCIENCIA

1973

FONDOMOC

COMISION NACIONAL "JUSTICIA Y PAZ"

FONDOMOC

El material impreso o multicopiado que se ha acumulado en 4 años sobre el tema de la objeción de conciencia es ya muy abundante. El problema, sin embargo, sigue sin resolverse. Por ello nos parece oportuno reunir aquí los datos y las ideas esenciales, para su fácil consulta por todos aquellos -eclesiásticos, militares o civiles- que por sus funciones necesiten formarse una opinión sobre el asunto, así como para información del público en general.

Este Informe persigue pues una finalidad esencialmente práctica y en modo alguno pretende un tratamiento exhaustivo del tema. Quienes deseen mayor información pueden acudir a uno de estos libros, escritos los dos primeros desde una perspectiva neutral, y opuesto el tercero a la ideología de los objetores: 1) Luciano Pereña Vicente, La Objeción de conciencia en España, PPC 1971, 103 pag.; 2) Jesús Jiménez, La Objeción de conciencia en España, Edicusa 1973, 254 p.; 3) Gonzalo Muñiz Vega, La Objeción de conciencia, Speiro 1972, 65p.

FONDOMOC

GUION

I.- DATOS ESQUMATICOS

A.- Los hechos

a) En España

b) En el Extranjero

B.- Las tomas de posición

II.- VOCES DE OBJETORES

III.- INFORME TEOLOGICO

IV.- PROPUESTA DE ENMIENDA AL PROYECTO DE LEY "SOBRE NEGATIVA A LA PRESTACION DEL SERVICIO MILITAR"

FONDOMOC

I.- DATOS ESQUEMATICOS

A.- LOS HECHOS

a) En España

Sistema jurídico vigente: No se reconoce el derecho a la objeción de conciencia. El objetor es condenado por "desobediencia militar", por "deserción" o por "sedición" según los casos.

Condenas: oscilan entre 2 meses y 6 años; pero una vez cumplida la primera condena el objetor vuelve a ser llamado a filas, entrando así en juego el mecanismo de "condenas en cadena" que pueden mantener a una persona muchos años en la cárcel. El "récord" está hasta ahora en 12 años.

Número de objetores: hay actualmente unos 300 privados de libertad, casi todos ellos testigos de Jehová. También hay algunos católicos o que basan su actitud en la doctrina de la "no-violencia activa".

FONDO MC

Intentos de solución a nivel legislativo:

- Proyecto de ley de 1970: proveía, para los objetores por razones religiosas, un "servicio militar en unidades o servicios especiales y durante un periodo de hasta tres años". Rechazado por la Comisión de Defensa de las Cortes y devuelto al Gobierno.

- Proyecto de Ley de 1971: concebido también exclusivamente para los objetores por razones religiosas. Proveía un "servicio en régimen especial", de duración doble a la del servicio militar. Despues de ser objeto de una serie de enmiendas restrictivas en la Comisión de Defensa, el proyecto fué retirado por el Gobierno.

- Proyecto de ley de 1973: simple modificación de la legislación penal, estableciendo para los objetores una pena única de cuatro años de prisión. En el momento de escribir estas líneas aún no ha sido discutido en las Cortes, pero la Comisión ha pedido de dos a seis años.

b) En el extranjero

En la mayoria de los paises anglosajones no hay servicio militar obligatorio. (Excepción: Sudáfrica, donde sin embargo se admite la objección de conciencia). Tampoco lo hay en el Japón ni en muchos paises del Tercer Mundo. En otros, la legislación al respecto se aplica mal y deja muchas escapatorias. En los paises comunistas no se suele reconocer el derecho a la objeción de conciencia. Excepción: La República Democrática Alemana, donde se destina a los objetores a un servicio militar no armado).

Especial interes para España tiene la consideración de los países europeos no comunistas, la mayoría de los cuales la han precedido en una evolución que logicamente habremos de seguir nosotros también.

No admiten el derecho a la objeción de conciencia: Grecia, Portugal y Suiza (este último país castiga a los objetores con penas de pocos meses de prisión).

En los demás países del grupo europeo occidental hay la posibilidad de prestar un servicio civil en sustitución del militar, siendo en general la duración de aquél superior a la de éste, como puede verse en el siguiente cuadro:

	Servicio militar	Servicio Civil	Diferencia (en meses)
R.F. de Alemania	15	15	-
Dinamarca	12	15	3
Holanda	18	22	4
Noruega	12	18	6
Suecia	8	14	6
Finlandia	8	16	8
Italia	15	23	8
Francia	12	24	12
Bélgica	12	24	12

FONDOMOC

B.- LAS TOMAS DE POSICION

Pio XII: "Si, pues, una representación popular y un gobierno elegido por libre sufragio, en extrema necesidad, con los legítimos medios de política exterior e interna, adoptan medidas de defensa y ejecutan las disposiciones, a su juicio necesarias, se comportan de forma no inmoral, de manera que un ciudadano católico no puede invocar su propia conciencia como razón para negarse a prestar servicio al Estado y a cumplir los deberes fijados por la ley". (Mensaje de Navidad de 1965)

Concilio Vaticano II: "parece equitativo que las leyes tengan en cuenta, con sentido humano, el caso de los que se niegan a tomar las armas por motivos de conciencia, siempre que acepten al mismo tiempo servir a la comunidad humana de otra forma". (Constitución "Gaudium et Spes").

"No podemos dejar de alabar a los que, renunciando a la violencia en la reivindicación de sus derechos, recurren a medios de defensa que están, por lo demás, al alcance de los más débiles, siempre que ello pueda hacerse sin perjuicio de los derechos y los deberes de los demás o de la comunidad" (Ibid.)

Consejo de Europa: "las personas sujetas al servicio militar que por motivos de conciencia o en razón de una convic

ción profunda de orden religioso, ético, moral, humanista, filosófico u otro de igual naturaleza, rehusan cumplir el servicio de armas, deben tener un derecho subjetivo de ser dispensados de este servicio.

En los Estados democráticos, fundados sobre el principio de la preeminencia del derecho, este derecho es considerado como consecuencia lógica de los derechos fundamentales del individuo garantizados por el artículo nueve de la Convención Europea de los Derechos Humanos". (Resolución 337, aprobada por la Asamblea Consultiva del Consejo de Europa el 26 de enero de 1967).

Asamblea Conjunta de Obispos y Sacerdotes Españoles: "Percibimos que en nuestro país queda mucho camino que recorrer en lo que se refiere al reconocimiento jurídico y a la realización de los derechos de la persona humana, tal como son expuestos en la "Pacem in terris" y en el Concilio:

.....

Derecho a la objeción de conciencia por motivos éticos o religiosos".(Proposición aprobada el 15-9-1971 con 174 votos positivos, 52 negativos, 7 "iuxta modum" y 14 en blanco).

Sinodo de Obispos (Roma, octubre-noviembre 1971): "Es absolutamente necesario que los conflictos entre las naciones sean resueltos no con la guerra, sino que se hallen otros caminos más conformes con la naturaleza humana; que se favorezca además, la estrategia de la no-violencia, y que todas las naciones reconozcan y regulen, mediante leyes, la objeción de conciencia".

II.- VOCES DE LOS OBJETORES

Los textos estractados a continuación pretenden iluminar , a manera de fogonazos, la personalidad de algunos objetores.

JOSE LUIS BEUNZA: El Escándalo de un "Excomulgado" por seguir el Evangelio

El caso de este ingeniero agrónomo valenciano es bastante conocido desde que planteó su objeción de conciencia en enero de 1971. El conocido y prestigioso músico Cristobal Haffter acaba de dedicarle la cantata "Gaudium et Spes", inspirada en el texto que el propio José Luis Beunza preparó para su defensa ante el Tribunal militar que le juzgó. Menos conocido pero muy expresivo de las incongruencias de una situación que ha nadie satisface, en su conflicto con ciertos representantes de la Iglesia. Pensamos que es interesante destacar este aspecto.

De su declaración ante el Consejo de Guerra el 23-IV-1971

..."Esto me lleva a plantearme la objeción de con-

ciencia. Soy católico, pero me parece equívoco alegar este motivo cuando en países como Italia, Portugal, España, donde la Iglesia Católica tiene mucha influencia, los Objetores de conciencia sufren grandes dificultades.

Creo mejor plantearlo por motivos éticos. Soy no-violento y considero que la historia tiene suficiente experiencia de las consecuencias desastrosas de la violencia, como para que nos sintamos obligados a experimentar otras vías de cambio social".

Del texto en que explica a los amigos su decisión de aceptar el servicio no armado en una unidad disciplinaria, como solución intermedia (Octubre de 1972)

"Creo que lo más urgente es, que rompamos con la inercia de los Testigos (de Jehová) que podria perjudicarnos mucho. Hasta hace un mes o así que empecé a pensar en esto, mi objeción estaba muy influida por los datos y experiencias que ellos aportaban; pero el conocerlos más a fondo me ha hecho conocer el peligro que esto significaba para nosotros (los objetores no pertenecientes a la religión "Testigos de Jehová"), que no creemos que Jehová vaya a sacarnos de aquí ni que el Armagedón vaya a romper nuestras cadenas. Esto lo hará nuestra lucha. Los Testigos son compañeros aceptables; pero a nivel ideológico no nos entendemos. Esto no es obstáculo para que mis relaciones con ellos sean buenas".

De una carta a un amigo, junio de 1973

"A mi me resulta muy dificil explicar mi evolución por carta pues además no ha sido de forma ideológica sino sobre todo como respuesta a la conducta y a la actitud poco ejemplares de ciertos representantes oficiales de la Iglesia Católica, que en la cárcel y aquí son mucho más evidentes y que me han obligado a ir adoptando estas posturas que me llevaron a la ruptura completa. La evolución ideológica ha ido siempre a remolque de la respuesta a los problemas que se me han planteado. Desde los primeros choques con el cura de la prisión de Valencia, en la primera condena, hasta la expulsión de Jaén; despues mi negativa a declararme en la filiación de mi 2ª condena como católico - por lo que significaba de vinculación a la estructura oficial, mi carta de septiembre a los Obispos y aquí mi negativa ha hacer una jura de bandera "religiosa", haciéndola laica; los silencios de la Iglesia española con respecto a la objeción de conciencia etc, y el negarme aquí a ir a misa (siendo obligatoria), teniendo a cambio que barrer la compañia (el barracón donde dormimos) todas las fiestas, etc. todo esto, como decia, es lo que ha marcado mi evolución y no determinadas creencias, aunque por supuesto se han visto muy influidas. Creo que cualquier católico honesto hubiera actuado de forma parecida a la mia. Sin embargo la cárcel quita muchas vendas y creo que muchos miembros de la Iglesia se parecen más a la que yo he conocido en la --

cárcel que a los pocos católicos luchadores de primera fila. En mi prregrinar por las cárceles he conocido gente - de todas las ideologías pero católicos sólo uno, hombre - de buena fe pero con demasiada amargura; era mayor y había sufrido mucho(también fué expulsado de la Iglesia de la prisión de Jaén). Por eso para mí el problema se plantea no en las creencias sino en algo mucho más sencillo y dramático al mismo tiempo ¿donde está la Iglesia? ¿donde los católicos?. Cuando miro a mi alrededor me imagino estar en la edad media en la que la Iglesia jugaba un gran papel y no precisamente evangélico. A pesar de todo creo que mi forma de pensar a evolucionado poco. Sólo creo que me he hecho más radical y más abierto a las ideológicas - de izquierdas y veo claro que muchas de las posturas oficiales de la Iglesia son bastante reaccionarias o timidas y no me puedo identificar en absoluto con ellas (la guerra, la objeción, la propiedad privada -socialismo- etc.). Me atrae mucho el vitalismo cristiano, la fe en el hombre y su esperanza(confianza). Cuando salga tendré necesidad de charlar mucho y reflexionar para clarificar mis posturas, en absoluto son definitivas, pero creo que más o menos esto es todo lo que os puedo decir. Estoy bastante sólo (aunque tranquilo) y el cristianismo es comunitario y necesita una comunidad."

JORGE AGULLO GUERRA: "Un sólido militante de la J.O.C.

Objetó el dia 10de mayo de 1971, entrando en -- prisión al dia siguiente. Cumplió condena en la Prisión - Naval Preventiva de Cartagena.

Nace el 18 de Abril de 1949 en Alcoy, y trabajaba en un taller como tornero mecánico.

Es juzgado el 16 de marzo de 1972, dándosele -- una pena de 3 años y 1 dia. El planteamiento de su objeción se refleja en estas palabras suyas:

"Hace cinco años, entré en la J.O.C. Dentro -- del movimiento obrero aprendí a enfrentarme con los problemas. Ello me ha hecho ser de tal manera, que las situaciones que me plantea la vida no las acepto por que - sí, sino que reflexiono ante cada situación mi actuación como cristiano que voy siendo y militante obrero".

"Con la idea de la defensa se ha montado un -- mundo de violencia que alcanza a todas las estructuras y a las mismas relaciones entre los seres humanos".

"Yo me pregunto siCristo tomaria las armas que sólo son para matar, la respuesta para mi es clara y,por tanto, sigo su camino".

"Voy en busca de un mundo nuevo, y por ello,no he de participar en las situaciones ni en las estructuras de violencia".

"Que gran contraste en el hecho de que personas de paz, sean encerradas en un mundo de violencia como son las cárceles".

En libertad desde agosto de 1973, busca actualmente la mejor manera de dar testimonio de su voluntad de servir a la paz y a la justicia antes de ingresar de nuevo en prisión.

JUAN GUZMAN SALVADOR: Un Objetor Forjado en el Cuartel

Nace en Barcelona en 1950, de una familia de -- pescadores. Estudiante de delineante.

Se plantea la objección al ser llamado a filas(1) pero llegado el momento "no lo acaba de ver claro y decide incorporarse(2). Pasó 7 meses de dudas y maduración(3) y, finalmente, acaba por presentar su objeción (4).

Ingresa en prisión el dia28 de setiembre de 1971 (5), donde manifiesta su unión y solidaridad con el resto de los objetores (6). Ha sido condenado a tres años y un día. Está en la Prisión Naval de Cartagena.

(1)"El hecho de aprender a manejar un fusil,para matar a otros semejantes sólo porque están más allá de una demarcación, llamada frontera, y porque asíel hombre lo habia impuesto, no me parecia razonable ni humano".

(2)"Más aún, saqué el diploma de monitor de instrucción, pues lo consideré oportuno, puesto que ello me permitiria poder tener una mayor relación y contacto con los jóvenes del cuartel recien incorporados a filas".

(3)"Todo resultaba un contra del sentido amistoso y de servicio que yo me esforzaba en darle a mis relaciones con aquellos atemorizadosy fustrados jóvenes, como buena muestra lo estaba siendo yo para mi mismo".

(4)"En mi conciencia se erguian afirmativas y - radicales estas afirmaciones, "!Creo en Jesucristo, y en el amor que nos demostró y enseñó!,!Deseo ser un buen cristiano, seguir a Cristo con todas mis fuerzas, y predicar y enseñar su doctrina de Amor"!. Me sentí interiormente -- fortalecido. Fué suficiente ver claro estas afirmaciones con todas sus consecuencias, para poder descubrir a continuación cual tenia que ser mi actitud en aquella circunstancia, actitud de un esfuerzo de fidelidad a Cristo".

(5)"Momentos después, en una de las celdas de - incomunicados de la citada prisión, reposaba relajado en una fria cama, mientras podia experimentar que una sensación de paz interior se estaba apoderando de mí, así como un profundo sosiego y una cierta intuición de que Cristo estaba a mi lado y El si que me comprendia".

(6) "En la prisión conocí a Jordí Agulló, y con él la objeción de conciencia en España, puesto que no había tenido, antes del citado encuentro, referencias al -- respecto. Me sentí identificado de una forma asombrosa, - con todos los motivos que impulsaban la objeción de conciencia en todo el mundo.

De una manera inesperada y sin preparativos, y partiendo de una objeción puramente personal, ante una -- circunstancia tal, me sentí ubido a un grupo de personas que estaban luchando por lograr las mismas metas que yo,- frente a la situación expuesta, ser consecuentes con nuestra fe y compromiso con Cristo".

VICTOR BOJ CABESTAÑ: La Entereza Moral de un Solitario

Nace en Reus (Tarragona)

Estudiante de 2º de Físicas en Barcelona, se incorpora a filas el 14 de Abril de 1971.

El segundo dia de campamento, en su formación - de gimnasia, sale fuera de filas y se declara públicamente pacifista católico y expone su decisión de no efectuar el servicio militar. Seguidamente es recluido en prisión.

El 11 de julio de 1971, se le hace un juicio -- por sedición, siendole impuesta una pena de 5 años, pena que no es confirmada por el Capitán General de Gerona, por lo que se le hace otro juicio el 22 del mismo mes y en el que se eleva la condena a 6 años y 1 día. Está en la Prisión Civil de Alcalá de Henares. Ha soportado durante año y medio un aislamiento moral casi absoluto, pues el alejamiento geográfico hacia raras las visitas familiares y su caso era desconocido para los que comparten sus ideas. Finalmente ha recibido la visita de un abogado amigo, a ---- quien ha explicado que las lecturas que le han llevado a su postura son dos: el Evangelio y Gandhi.

JUAN ANTONIO LINARES: Conflicto de Deberes Dolorosamente Resuelto

Se incorporó a filas el 17 de abril de 1972. - Seguidamente se declara objetor de conciencia cristiano--católico.

Nace el 3 de mayo de 1950. Es casado y trabaja en una industria textil.

En la carta que le escribió al Teniente Coronel del CIR, le decía:

"Soy católico, queriéndolo ser cada dia más, - partiendo de mi realidad".

"Creo que estoy en un camino recto de liberación del hombre, aunque me lleve a la máxima pena"(A los pocos dias).

"Deseo vivir para respetar al hombre y a su -- conciencia",

Su situación familiar dió lugar a un conflicto de deberes que resolvió, al cabo de tres meses de prisión desistiendo de su postura y aceptando el servicio militar, pero sin desdecirse de sus ideas. Ha sido condenado a seis meses de prisión.

DOS SACERDOTES OBJETORES

Se conocen dos casos de sacerdotes que se han negado por motivos de conciencia a prestar juramento a - la bandera, única obligación militar que normalmente se impone a los eclesiásticos españoles. He aquí unos párrafos de las cartas en que explican su decisión:

De Francisco Lopez de Ahumada,S.J., al Capitán General de Granada (18 de agosto de 1972)

"Por mi condición de cristiano y por la función que dentro de la Iglesia realizo como sacerdote, he reflexionado profundamente en la incompatibilidad de ser - por una parte mensajero de la paz, de la mansedumbre y - del amor, y por otra realizar un juramento de fidelidad a unos principios y a unas convicciones que chocan con - la palabra misma de Jesús, a quien yo sirvo...

Estos principios tan claramente expuestos por el Señor no puedo dejarlos de lado en mi vida, ni puedo defraudarlos. Esta palabra de Jesús significa para mí la plena convicción de que la convivencia no puede basarse en la desconfianza armada, ni sobre la base de una fidelidad a un simbolo patrio cuya defensa se pone, en principio, por encima de la vida de otras personas. Y no sólo eso: la razón de ser de este "servicio a la patria"no es sino el aprendizaje de unos criterios y la capacitación para una acción absolutamente enfrentados al Evangelio como ha podido ver por las palabras del Señor que -- acabo de citar.

El mensaje de paz y amor, que como sacerdote - debo anunciar, no es algo que pueda quedarse en puras palabras... Porque no soy tanto uno que anuncia una doctrina, sino una persona que sigue al Señor Jesús como a su maestro. Su estilo, su modo de vida,caminar y morir.

Mi actitud en modo alguno significa insolidaridad con los demás españoles; ni tampoco rechazo o desprecio alguno a las personas que tienen una convicción contraria a la mia, a ésta que he expuesto. Respeto a to-

das las personas que llevan uniforme, pero lamento que no todas compartamos los criterios que el Evangelio nos propone como un nuevo camino para la paz, el amor y el entendimiento".

De Juan Pescador Mesonero al Capitán General de Valladolid (11 de Octubre de 1972)

"Mi condición de sacerdote no puede ahogar mi voz de cristiano en la trágica angustia de palabras y hechos de unos hombres que llamándose o no cristianos luchan sinceramente para conseguir un mundo más humano, en el que las personas no tengan como criterio máximo la ley fría, el mandato irracional, la violencia, las armas, la guerra, sino más bien el diálogo, la negociación, la solidaridad, el amor. Para llegar a ello estimo que es preciso educar a los ciudadanos en un clima de fraternidad, lo que implica que no solamente es preciso proscribir la guerra abierta sino también el actual estado de las estructuras militares de nuestra sociedad mundial. El proceso comienza por desmilitarizar la conciencia de cada individuo, para gradualmente llegar al convencimiento de que esta realidad mundial es racionalmente insostenible para la sociedad. Si el sacerdote es mensajero de paz no puede estar ausente en el esfuerzo común de los cristianos y de los hombres de buena voluntad para conseguirla, tal ausencia le calificaría negativamente.

Cuando dos tercios de la humanidad pasan hambre y carecen de los más elementales medios docentes y asistenciales, el cristiano tiene la inescusable necesidad de un compromiso profundo para negarse a bendecir las causas que hacen necesaria esta deshonrosa penuria.

.....

Si el sacerdote, oficialmente más comprometido con la realización en su vida y ante los demás como testimonio de la verdad de Cristo, a la hora de plastificar en un hecho cristiano concreto, se encuentra "disminuido" con relación a otro jóven cristiano no sacerdote, se ha de concluir que los condicionamientos que fuerzan a esta anómala situación están en desacuerdo con el espíritu del Evangelio. Un cristiano que no puede luchar paralelamente y en los mismos compromisos que otros cristianos, por una presión desde fuera, se encuentra discriminado, manejado, no libre.

Separar a los miembros de la Jerarquía, aunque estos pertenezcan a la mínima escala, de los cristianos de la base en su brega común, es considerado por estos como una coartada de los poderosos, y el silencio de aquellos; instalados en su comodidad, los califica de cómplices de quienes detentan el poder. De este modo, su autoridad como Jerarquía pierde, se desvirtúa más cuanto más elevada sea, no existe testimonio.

En conclusión: en mi condición de cristiano y

de sacerdote, en solidaridad con los 230 objetores de conciencia al servicio militar presos en España y de cuantas personas sienten con dolor el problema de injusticia y para que se acelere el estudio que fructifique en el tan deseado "Estatuto del Objetor" para todos los españoles; objeto en conciencia a este requerimiento a que he sido convocado".

TESTIGOS DE JEHOVA

Existe otro grupo de objetores más numerosos, -- que es el de los Testigos de Jehová, que partiendo de su - convicción religiosa, también se niegan a tomar las armas.

Algunos de ellos llevan ya entre 11 y 12 años de prisión.

Clama a nuestra conciencia de cristianos, que -- otros hermanos nuestros se vean sometidos a tan injusta situación.

FONDO MOC

El número de Testigos de Jehová objetores de conciencia que actualmente se encuentran privados de libertad asciende a 264. Se puede encontrar un informe sobre los -- mismos en el libro "La objeción de conciencia en España" - de Jesús Jimenez, de la editorial:"Cuadernos para el dialogo" Madrid.-1973.

III.- INFORME TEOLOGICO

I.- PRESUPUESTO

1.- La objeción de conciencia al servicio militar es un hecho creciente en nuestro mundo. Alguna confesión - religiosa la incluye entre sus preceptos, otras la admiten o la recomiendan. Numerosos jóvenes en nuestro mundo, y -- grupo creciente de ellos en España son o pretenden ser objetores de conciencia. La ética de la no-violencia, intimamente relacionada con la objeción de conciencia, es también una toma de posición moral en estado de expansión.

La actitud del objetor de conciencia se apoya en motivaciones religiosas, éticas o filosóficas y los motivos más comunmente aducidos son el respeto a la vida humana, el de la promoción de la paz y la justicia, el de la - denuncia activa de los escandalosos gastos militares y de armamentos, el del trabajo por una humanidad menos injusta y violenta.

Recientemente se han producido en España hechos significativos como el crecimiento del número de objetores y el encarcelamiento militar de los mismos, la devolución al Gobierno del Proyecto de Ley de "Prestación del Servi-

cio Militar de los Objetantes al mismo por motivos de Confesión Religiosa" de junio de 1970, la marcha internacional de un grupo de no-violentos "Marcha a la Prisión" de marzo de 1971, la aparición de grupos no violentos en algunas ciudades españolas y, finalmente, la presentación a las Cortes del nuevo "Proyecto de Ley de Bases sobre Objetantes al Servicio Militar activo, en tiempo de paz, por motivos religiosos", devuelto también al Gobierno y el -- "Proyecto de Ley sobre negativa a la prestación del Servicio Militar" del año 1973.

Al ser el hecho de la no-violencia una manifestación concreta de esa "suprema aspiración de toda la humanidad a través de la Historia" que es"la paz en la tierra" (1) está especialmente relacionado con el cometido - de las Comisiones "Justicia y Paz" (2)

2.- Por todo lo anterior, creemos altamente conveniente la redacción y difusión de un informe teológico sobre la Objeción de Conciencia a la vista de la realidad - española como contribución a la formación de la conciencia católica sobre este importante tema y a la orientación de los jóvenes católicos en relación con el servicio militar. Nuestra contribución quiere ser también una ayuda para -- los que, apoyados en otras motivaciones, ven en la objeción de conciencia un paso hacia la paz y la justicia entre los hombres y quiere ser también un comienzo de diálogo con los que creen no poder comprender la legitimidad - moral de este concreto camino.

II.- DIVISION DE ESTE INFORME

1.- Nos referiremos en primer lugar al concepto - de objeción de conciencia sobre el que trabajamos y a la justificación de la competencia de la teología católica - en su estudio y enjuiciamiento.

2.- Haremos después este estudio y enjuiciamiento desde el Nuevo Testamento y desde la doctrina y vida de - la Iglesia.

3.- Finalmente sacaremos las consecuencias de este estudio y enjuiciamiento en relación con la formación de la conciencia y la orientación de la actitud de los católicos españoles.

III.- CONCEPTO DE OBJECION DE CONCIENCIA Y COMPETENCIA DE LA TEOLOGIA EN SU VALORACION

1.- Entendemos por objeción de conciencia la manifestación externa ante la autoridad competente de la imposibilidad de cumplir parcial o totalmente el servicio militar, tanto en tiempo de paz como en tiempos de guerra, por motivos personales bien sean de tipo religioso bien -

del orden de las propias convicciones morales (2).

2.- Juridicamente, la objeción de conciencia se presenta como un caso de conflicto entre la conciencia individual y las leyes de la nación (3).

3.- Pero la solución del problema jurídico no es competencia inmediata de la teología. Este problema nace, por lo demás, de un problema moral, el del conflicto entre las convicciones morales íntimas de la conciencia y el deber de obediencia a las leyes de la propia nación.

Hoy no cabe duda razonable en ética de la existencia de una esfera de libertad en el hombre inviolable por ningún poder exterior al hombre mismo (4). La cuestión por consiguiente es la de preguntarnos si la imposibilidad moral de prestar el servicio militar pertenece a ese ámbito inviolable, de tal forma que una ley que prescribiese sin excepciones, la obligatoriedad del servicio militar deberia ser considerada como inmoral, aun cuando hubiera sido legítimamente establecida.

4.- La teología, como reflexión histórica sobre la Palabra viva de Dios en la Iglesia y según el sentir de la Iglesia, no tiene competencia para enjuiciar ni valorar directa y positivamente un ordenamiento jurídico determinado (5), pero sí tiene competencia para enjuiciar una actitud moral de la conciencia y su manifestación y repercusión social.

Esta competencia valorativa procede:

a) desde los principios ético-religiosos de la Revelación

b) desde la vida concreta del Pueblo de Dios en su historia manifestadaen las afirmaciones doctrinales de la Jerarquía, y en los movimientos que en él nacen(6).

5.- Su ámbito propio es pues la Revelación cristiana y la fe del Pueblo de Dios. De ellas derivan actitudes y comportamientos que a veces no estaran de acuerdo con las leyes nacionales y que, sin embargo, la teología en determinados casos deberá admitir y aun fomentar.

La legítima obediencia a las leyes constitucionales de una nación no es su primera norma de valoración moral de la licitud, conveniencia o aun necesidad de una determinada actitud humana individual o colectiva. Por lo demás, la ley civil no es la que regula en última instancia las creencias y comportamientos morales humanos colectivos sino que son estos los que modifican las leyes.

Desde la fe en el Evangelio se puede y se debe presionar para la sustitución de unas leyes menos conformes con la dignidad de la persona humana tal como entien-

de el cristianismo, por otras más conformes a ella, aun - al precio de conflictos con el poder civil.

6.- La razón última de esta competencia teológica en la valoración de actitudes y motivaciones conflictuales con el poder civil legitimamente establecido es la independencia radical de la Revelación Divina y de la autoridad de la Iglesia en interpretarla y aplicarla.

Esta independencia radical de la Revelación Divina y de la autoridad de la Iglesia no es una intromisión en la independencia y autoridad del Estado. Cada una de - estas autoridades tiene su ámbito de competencia, en el - que es soberanamente independiente. En el caso de la objeción de conciencia el Estado es competente en cuanto esta actitud pueda, al exteriorizarse, lesionar el bien común, y la Iglesia (y en su campo la Teología) lo es en cuanto que por la fe cristiana una conciencia acepta la Revelae ción y las directrices del Magisterio.

7.- El alcance de la valoración teológica respecto a la objeción de conciencia es por consiguiente:

a) el de establecer la relación entre la objeción de conciencia con la revelación divina y con la doctrina y vida de la Iglesia.

b) el de detectar y tratar de hacer consciente un movimiento ético en nuestro mundo y en la Iglesia y -- darle relevancia.

c) el de presentar a la Jerarquía Eclesiastica y a la autoridad civil estas reflexiones como ayuda a sus decisiones autoritativas.

d) no posee autoridad magisterial eclesiastica mientras esa reflexión no sea asumida por la autoridad -- competente.

e) tampoco posee autoridad civil, aun despues - de asumida por la Autoridad Eclesiástica, pero es un material de reflexión e invitación al detentor de la autoridad civil que sea cristiano.

IV.- VALORACION DE LA OBJECION DE CONCIENCIA EN EL NUEVO TESTAMENTO Y EN LA DOCTRINA Y VIDA DE LA IGLESIA

A.- El Nuevo Testamento

1.- No puede deducirse de la vida de Jesús y de su doctrina una valoración inmediata de la objeción de conciencia. El Nuevo Testamento no relata que Jesús aprobase ni reprobase la profesión militar (aunque si alabó a un -- Centurión, cf.Mt.8,5-13 par y los Hechos de los Apóstoles, en 10,48 , nos relatan el bautismo de otro Centurión), ni

que abordase el tema de la negación de obedecer a las leyes de reclutamiento militar, las cuales por lo general - en su tiempo no eran obligatorias.

2.- Sin embargo es absolutamente clara su actitud pacífica: prohibiendo la venganza (Mt.5, 38-42), reprobando la defensa armada (Mt.20,52), proclamando y radicalizando el precepto de no matar (Mt. 5,21-26 par), exhortando y dando ejemplo de tolerancia de la injusticia - (cf. Mt.5,39-42 par; Lc. 23,34) y de perdón y amor a los enemigos (cf. Lc. 6,27; Mt. 18,21-22), felicitando a los pacíficos y mansos (cf. Mt.5,5-9), proclamando una nueva forma de entender la autoridad, basada en el servicio y - en la inferioridad amorosa y no en el dominio despótico (cf. Mt. 10,42-45).

3.- La proclamación y la llegada del Evangelio produce la paz mesiánica (cf. Lc. 2, 14-29), que es un -- fruto del Espíritu (cf. Gal.5,22) procedente del hecho -- salvador de Cristo, que es "nuestra paz" (Ef.2,14) y es a la vez una tarea moral de los cristianos (cf. Rm. 12, 18--21).

4.- El Reino de Dios anunciado y vivido en la - fe de los cristianos, es un Reino de paz que anuncia y avanza hacia su plenitud definitiva en la que será definitivamente desterrada toda violencia y todo sufrimiento. - La instauración progresiva de la fraternidad y de la paz entre los hombres es una envolvente actitud cristiana. Como la reconciliación de Dios con los hombres y de los hombres entre sí ha sido asegurada, en germen, por la salvación de Cristo, la actitud cristiana no puede estar determinada exclusivamente por el llamado realismo político ni ceder a la tentación de conformidad con el hecho universal de la existencia entre los hombres de guerras y de -- violencias.

FONDO MOC

B.- La doctrina y vida de la Iglesia

1.- Desde los tiempos apostólicos, la Iglesia a apreciado y valorado la interpretación no-violencia de -- las enseñanzas y de la vida de Jesús. Según esta interpretación, Jesús enseñó la fraternidad de todos los hombres bajo la paternidad de Dios e insistió en que el amor fraterno se extiende incluso a los enemigos. En el momento - de ser arrestado dijo a Pedro "que quien toma la espada - perecerá por la espada". Su amor se reveló como un amor - no-violento. Su amor, cuando fue más poderoso, fue en la impotencia de la cruz.

En los primeros tiempos, las comunidades cristianas perseguidas respondían sistematicamente a la violencia con amor no-violento. En los siglos I al IV la mayoría de los cristianos ni se alistaban en las campañas militares de Roma, ni justificaban que matar fuese un medio para al

canzar sus fines. Orígenes escribió que " a los cristianos se les ha enseñado a no defenderse contra sus enemigos",- y San Justino Mártir declaró que "nosotros que antes nos asesinábamos, ahora no sólo no hacemos la guerra a nuestros enemigos, sino que morimos gozosos confesando a Cristo". San Martín de Tours siguió en el ejército de Roma - dos años tras su conversión, pero cuando fue llamado a tomar parte en batalla dimitió del puesto, declarando "Soy un soldado de Cristo: no puedo luchar".

2.- Es verdad que los soldados fueron numerosos en las primeras comunidades cristianas, que las cruzadas fueron bendecidas y aun alentadas por la autoridad eclesiastica, que nuestra Reconquista y las colonizaciones -- del XVI gozaban del apoyo teológico y jurisdiccional de - la Iglesia, por no decir nada de las violencias de la Inquisición y las sangrientas guerras de religión.

3.- Desde San Agustín hasta comienzos de nuestro siglo ha existido en la Iglesia católica una historia de reflexiones ético-políticas sobre la llamada "guerra justa". Las condiciones para tal guerra, aunque siendo dificil que de hecho se cumplan, indican una toma de - posición tolerante o al menos no totalmente condenatoria de la guerra.

4.- La falta de unanimidad en la doctrina y praxis de la Iglesia en reprobar totalmente la guerra nos enseña que no se trata de una doctrina irreformable, sino - de una aplicación diferencial de una actitud cristiana básica (la de la fraternidad universal) a diferentes conyunturas de la historia. Por ello cuando la guerra se convierte en un acontecimiento cualitativamente distinto del de tiempos pasados(por la aparición del servicio militar obligatorio, por el concepto nefasto de "guerra total" en el que toda la nación con todas sus potencias está en juego, por el elevadisimo coste de los nuevos armamentos y, sobre todo, por los inventos de armas nucleares con capacidad destructiva ilimitada) La doctrina de la Iglesia sobre la guerra se hace también distinta, ya que nuestra -- circunstancia actual "obliga a examinar la guerra con mentalidad totalmente nueva" (7). Esta mentalidad totalmente nueva da a la reflexión teológica actual sobre la guerra (y consecuentemente respecto a la valoración de la objeción de conciencia) un ámbito de libertad mayor respecto a la doctrina tradicional sobre la guerra.

5.- El Concilio Vaticano II condena "toda acción bélica que tienda indiscriminadamente a la destrucción de ciudades enteras o de extensas religiones junto con sus habitantes" (8).

La guerra defensiva no se condena (9), cuando hayan sido agotados todos los recursos de la diplomacia y supuesto que la guerra no ha sido desarraigada de la humanidad y falta una autoridad internacional competente y pro-

vista de medios eficaces, en esta dinámica hacia el desarraigo de la guerra en la humanidad, existe por tanto la triste realidad de estar obligado a tener preparada la guerra. Por ello puede el Concilio afirmar que "los que, al servicio de la Patria se hallan en el Ejército, considerense instrumentos de seguridad y libertad de los pueblos, pues desempeñando bien esta función contribuyen realmente a estabilizar la paz"(10)

6.- Esta mayor insistencia en la paz hace que el Concilio se preocupe de la objeción de conciencia precisamente en un contexto de guerra. El párrafo dedicado a ella está incluido en la sección que se titulo "Obligación de evitar la guerra". Y en este contexto habla de la equidad que parece existir en que las leyes provean con humanidad en el caso de los que, por motivos de conciencia se niegan a emplear las armas y aceptan al mismo tiempo servir a la comunidad humana de otra forma (11). Se trata de una exhortación a la equidad a los gobernantes en reglamentar con sentido de humanidad el hecho de la objeción de conciencia.

7.- No se trata de una valoración positiva y directa de la objeción de conciencia, sino de la admisión del principio ético universal de la primacía de los imperativos de la conciencia cualesquiera otros. Es el valor de una convicción de conciencia lo que hace equitativo que la ley provea una reglamentación jurídica cuando esta convicción entra en conflicto con ella. Pero no se valoran, ni positiva ni negativamente, las razones de la objeción de conciencia.

8.- La objeción de conciencia, en los objetores, no se justifica como una actitud de rebeldia ciega, de falta de valor humano o de quererse descargar del servicio a la propia nación. El hecho de la imposibilidad moral de servir como soldado y su manifestación externa es la consecuencia de una convicción más profunda, la de reprobar todo tipo de violencia entre los hombres y las naciones, sea guerrera ono. La reprobación integral de la violencia no es la de un absentismo no comprometido sino todo lo contrario.

La no-violencia de los objetores es una no-violencia activa, que denuncia la inmoralidad de los gastos de armamentos, mientras un tercio de la humanidad padece hambre, la identificación del honor patrio con el mantenimiento de un costoso aparato bélico y la obligación impuesta a los ciudadanos de prepararse para servirlo en vez de basar tambien eso honor en la ayuda eficaz a los hombres de otras naciones, los que viven en el hambre y en la incultura.

Es además activa en propcuparse de esos servicios sociales a los hombres más necesitados y por ello luchan por que les permitan hacer un servicio de paz en vez de un servicio de guerra.

Es finalmente activa aun en su negación al servicio militar en cuanto que corre los riesgos que esta negativa le reporta.

La actitud general de repulsa ante los primeros objetores de conciencia se explica quizá por todo el peso de denuncia eficáz y punzante que la objeción de conciencia tiene, no solo de los males que padece la humanidad - por su creciente aceptación y práctica de la violencia y de la guerra, sino tambien por el conformismo no cristiano y poco humano, inerte y viejo, inevitabilidad de ellos. Y en la medida que la conciencia de esos males y de su -- evitabilidad ha crecido, el objetor ha encontrado cada -- vez más acogida.

9.- En esta línea de no-violencia está el admirable párrafo de Juan XXIII:

" todos deben, sin embargo, convencerse que ni el cese de la carrera de armamentos, ni la reducción de - las armas, lo que es fundamental, el desarme general, son posibles si este desarme no es absolutamente completo y - llega hasta las mismas conciencias, es decir, si no se esfuerzan todos por colaborar cordial y sinceramente en eliminar de los corazones el temor y la angustiosa perspectiva de la guerra" (12)

Es un nuevo espíritu ante el significado de las armas lo que aquí proclama el Papa Juan, un cambio de la "norma suprema que hoy se sigue para mantener la paz", es decir, "el equilibrio de las fuerzas militares" para ser sustituida por otra "completamente distinta" la de la --- "confianza recíproca"(13)

10.- Si se coincide en este espíritu de paz, -- que Juan XXIII considera una obligación para todos, entonces se verá la necesidad de comprender y de aceptar ,principalmente por los gobernantes la decisión de los objetores de conciencia, aun en el caso de que aquellos no compartan las razones de estos. Si aceptan las autoridades - la consigna de "Pacem in terris" de avanzar hacia la sustitución de la norma de equilibrio de fuerzas militares - por la otra "completamente distinta" de la mutua confianza, no tendrán grandes dificultades en legislar con equidad - humanitaria a los objetores de conciencia.

11.- No cabe duda razonable que los objetores - quieren extender en la humanidad este espíritu de "desarme de las conciencias" y tampoco cabe de que la defensa nacional tiene unas exigencias reales y serias. Pero lo que aquí queda descalificado por Juan XXIII es el espíritu de guerra, el rearme de las conciencias, el crecimiento del odio y la desconfianza entre las naciones y grupos de naciones, la exaltación esclusivista del honor de la propia patria. Por ello mismo el espíritu militar es calificado por el Concilio como servicio no sólo de la seguridad y - libertad de los pueblos, sino tambien de su paz.

FONDO DOC

12.- La objeción de conciencia y la no-violencia son, como acabamos de decir, la cara negativa de una actitud de espíritu positiva a la que tambien hay que atender. Porque ni la no-violencia ni la objeción de conciencia se agotan en símismas: Son la expresión de un deseo de crear una nueva humanidad de la que se destierren la injusticia, el hambre y la incultura, causas del odio y de la guerra.

Por esto, el estatuto católico- doctrinal de este aspecto positivo de la no-violencia se halla en la carta pontificia destinada al desarrollo de los pueblos. No está orientado el fundamental escrito papal a la supresión de la guerra, sino a la supresión de sus causas, el subdesarrollo de los pueblos pobres y el nacionalismo orgulloso de los pueblos ricos. Hasta el punto de llamar al desarrollo el camino de la paz.

"La paz se construye dia a dia en la instauración de un orden querido por Dios que comporta una justicia más perfecta entre los hombres" (14).

En este contexto se entiende la bendición y la satisfacción de Pablo VI al saber que el"servicio social" puede sustituir, parcialmente al menos, al "servicio militar":

"Nos sentimos viva satisfacción al saber que en ciertas naciones el servicio militar puede convertirse, en parte en un servicio social, un simple servicio. Nos bendecimos estas iniciativas y la buena voluntad de los que las secundan"(15)

Pablo VI da aquí un paso importante. No se trata de resolver directamente el"caso de conciencia" de la objeción, ni tampoco, porque ahí no llega su autoridad, de dictar normas legales prácticas a los gobiernos para la solución de los casos jurídicos que los objetores crean.

Se trata de recoger y potenciar una línea ya existente de dar al "servicio militar" una proyección universalista al transfigurarlo parcialmente en un "servicio social" no sólo destinado a cumplir el deber de piedad respecto a la propia patria sino a cumplirlo eminentemente con un servicio supranacional a los hombres más necesitados.

13.- En esta línea de trabajo por hacer crecer la paz, la justicia y el desarrollo, frenar la carrera de armamentos y conseguir la reducción de los mismos, la buena voluntad de los hombres contemporáneos es cada vez más concorde.

Los nombres de Einstein, Camus, Bertrand Rusell, John F. Kennedy merecen ser citados porque son figuras simbólicas de nuestro tiempo.

V.-CONSECUENCIAS

A.- Negativamente, deben ser denunciadas como cristianamente no fundadas las opiniones que afirman.

1.- Que los objetores de conciencia son personas interesadas en eludir el trabajo y la responsabilidad del servicio a la sociedad. El hecho de que pueda haber abusos y engaños al surgir una actitud no autorizada, sin que se aduzcan pruebas, a confundir la objeción de conciencia con sus posibles corrupciones, como las posibles corrupciones del ejercicio de la profesión militar no autorizan a confundirlas con ella.

2.- Que los objetores de conciencia sean ciudadanos de segunda categoria a los que la nación tolera, pero cuya negativa a servir a las armas les deshonra ante los otros ciudadanos.

3.- Que se afirme como única forma cristiana de trabajar por la paz la negativa a realizar el servicio militar.

4.- Que se identifique el honor de servir a la Patria, con el honor de servir a la Patria en el servicio militar. Existen otras maneras de servir a la Patria honrosas y que no son ese servicio.

5.- Que solamente se tolere legalmente la objeción de conciencia en los casos de obediencia a los preceptos de una confesión religiosa determinada. La argumentación teológica expuesta no excluye en la obligatoriedad para un católico en la objeción de conciencia, sino en la licitud moral de la objeción que se toma por aplicación a nuestra circunstancia concreta del precepto evangélico de la fraternidad. Cuando la objeción es planteada desde motivos éticos sin apoyarlos en la ética del Evangelio, puede ser tambien una actitud moral lícita y respetable. En este último caso se aplicará el principio ético general de la inviolabilidad de la conciencia de la persona humana en sus actitudes profundas.

B.- Positivamente

1.- El pacifismo absoluto no es una actitud ni una ideología obligatoria para el cristiano. Es sin embargo una actitud legítima y tradicional en la vida y doctrina del Pueblo de Dios.

2.- En consecuencia, la objeción de conciencia al servicio militar es una actitud lícita y posible para un católico con tal que su negativa este avalada por la disponibilidad y el deseo de un servicio social, bien en la propia nación, bien en las naciones más necesitadas.

3.- Parece equitativo en el legislador tomar en cuenta y reglamentar la forma de prestación de servicio a la nación para quienes, por motivos morales, no pueden prestarlo en el servicio de las armas.

4.- Son especialmente de alabar quienes tratan de sustituir parcialmente el servicio militar por un servicio social en los paises subdesarrollados.

Notas

(1) Juan XXIII "Pacem in terris", Nº1. El texto aducido está tomddo de la traducción hecha en la B.A.C.: Seis grandes mensajes, Madrid 1970, p.91. En este trabajo las citas pontificias y conciliares se toman de esta traducción castellana de las mismas.

(2) La Comisión Pontificia "Justicia et Pax" ya ha hecho público un comunicado pidiendo la pronta reglamentación del estatuto jurídico de la Objeción de Conciencia y la Comisión Nacional de los EE.UU. ha difundido también un informe sobre el mismo tema, en especial con relación al objetor de conciencia católico.

El concepto de objeción de conciencia afecta -- por consiguiente a diferentes niveles de la vida de una persona humana:

a) afecta ante todo al núcleo íntimo, moral o religioso, de la persona, pues de él procede esa imposibilidad.

b) puede afectar a su compromiso con un grupo religioso determinado bien como obediencia a un precepto -- formal de ese grupo, bien como consecuencia personal de otros preceptos.

c) puede afectar también a la conciencia de pertenencia y solidaridad con la humanidad en general.

d) afecta a la conciencia de solidaridad con la propia nación y respeto y obediencia debidos a sus leyes.

e) afecta al conflicto social con las leyes que prescriban el servicio militar obligatorio y, consecuentemente, al conflicto entre el bien común, tal como es entendido por esas leyes, y el bien común tal como es entendido por el objetor. La parte del bien común que el objetor de conciencia entiende de forma contrapuesta a como la entienden las leyes prescriptivas del servicio militar es la de la defensa de la nación contra enemigos externos o internos por medio de la guerra y la sustentación de un aparato bélico disuasorio de esas posibles agresiones.

Entendemos, por fin, que la objeción de conciencia contemporanea puede suponer un progreso en la concien cia moral occidental respecto al respeto de los derechos

FONDOMOC

de la persona humana y respecto a la apreciación y fomento del fenómeno bélico. Las trágicas experiencias de las dos guerras mundiales, la experiencia, entre nosotros, de una guerra civil y las de las actuales guerras han modificado nuestra interpretación de estos hechos y la objeción de conciencia puede ser considerada como una manifestación concreta y activa de esta nueva interpretación histórica.

(3) No existe hasta el presente en España tipificación penal de la oposición al cumplimiento del servicio militar por motivos de conciencia. Por ello los objetores de conciencia no son juzgados y condenados como tales sino meramente como infractores de leyes militares sin tener para nada en cuenta la motivación de esa infracción.

(4) Cf. J.A. GONZALES CASANDA: Los derechos humanos, en Cuadernos para el Diálogo, Col. "Los Suplementos", Madrid 1968, p.7: "El reconocimiento de una esfera de libertad inviolable en el hombre es una constante del pensamiento humanista cuyos orígenes no importan tanto como el hecho de su constancia y universalidad. Ya sea en la Biblia, en el teatro griego o en la filosofía estoica, la intimidad humana frente a todo poder temporal es, en ocasiones, la persona misma, centro de su propia dignidad frente a la razón del Estado; en otras, quien defiende los derechos naturalmente humanos es una trascendencia: "las normas escritas en lo alto". En todo caso, el hombre sabe que no está solo frente al poder del grupo o de otro hombre".

(5) no es pues cometido de la teología el juzgar por ejemplo, si la no admisión por las Cortes de un estatuto jurídico para los objetores de conciencia autoriza un recurso de contrafuero respecto al artículo del Fuero de los Españoles. La gestión política legislativa posee una justa autonomía secular en la que la teología no es competente.

(6) Prescindimos de esta valoración teológica-moral de las consideraciones jurídicas y morales a que daría lugar, en este caso concreto la existencia de un Concordato entre la Santa Sede y el Gobierno Español en el que se acepta la exención del Servicio Militar para seminaristas, religiosos y clérigos. La ordenación jurídica de un Concordato se apoya sobre unos derechos y deberes precisos entre los que todavía no figura el derecho a la objeción de conciencia. Lo que tratamos de valorar es el hecho de esta objeción que está en un nivel humano anterior al del ordenamiento jurídico civil o concordado.

(7) Constitución Pastoral sobre la Iglesia en el mundo actual. nº79 O.C. p. 256

(8) Id. nº 80 p.356

(9) Id. nº79 p.355

(10)Id. nº79 p.355

(11) He aquí el texto conciliar: "También parece razonable (Aequum) que las leyes tengan en cuenta, con sentido humano (humanitus) el caso de los que se niegan a tomar las armas por motivo de conciencia y aceptan al mismo tiempo servir a la comunidad humana de otra forma" Const. Pastoral de la Iglesia en el Mundo Actual nº79 O.C. p.355

(12) "Pacem in terris" nº113 O.C. p.121

(13) Ibidem

(14)"Populorum progressio" nº76 O.C. p.241

(15) Ib. nº74 O.C. p.240

IV.- ENMIENDA AL PROYECTO DE LEY DE OBJECION DE CONCIENCIA

Pax Cristi dirigió a varios procuradores en Cortes un escrito con relación al proyecto de ley sobre la negativa al servicio militar, enviado recientemente por el Gobierno a las Cortes. La Comisión Nacional "Justitia et Pax" acordó hacer suyo dicho escrito. El texto del escrito dirigido a los procuradores dice así:

"El proyecto es, como usted sabrá, el tercer intento del Gobierno de solucionar el problema que plantean los ya 287 objetores de conciencia que permanecen en prisión por no estar prevista su situación en nuestro ordenamiento jurídico. El objetor de conciencia, hasta ahora, era condenado de forma continuada hasta que terminase su edad militar, a los treinta y ocho años.

Los dos intentos anteriores reconocían de forma general la existencia de la figura del objetor de conciencia como individuo que, por motivos de conciencia, se negaba al cumplimiento del servicio militar. El nuevo proyecto sin embargo, a cambiado sustancialmente de enfoque, ignorando la existencia del individuo-objetor y proveyendo solamente la existencia de individuos que se niegan, sin más, al cumplimiento del servicio militar. A estos individuos se les pretende condenar, según el Proyecto de Ley, a una pena de cuatro años de prisión.

La diferencia de este Proyecto con los otros dos anteriores pone de relieve la existencia de un hecho: hay quien puede negarse a cumplir el servicio militar simplemente porque no le gusta, por rebeldía o por comodidad. Hay sin embargo, otro tipo de individuos que, aun negándose a cumplir el servicio militar, se ofrecen a la sociedad y a la Patria para cumplir un servicio diferente, de carácter social: se ofrecen, en suma, a realizar el llamado servicio civil que, por otra parte, está previsto en casi todas las legislaciones europeas.

El caso es que el referido Proyecto intenta equiparar a estos dos tipos de individuos ante la ley, considerándolos como delincuentes, negando a los segundos su ofrecimiento de servir a la Patria de otra forma y condenándolos igualmente a cuatro años de prisión.

Por ello , consideraríamos humanitario y realista que un procurador, o un grupo de procuradores, propusieran como enmienda el siguiente texto o similar:

ARTICULO PRIMERO.-

Se incluye en el texto vigente del título XII, - tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V - bis, bajo la rúbrica "Negativa a la prestación del servicio militar", integrado por el artículo 383 bis, con el siguiente texto:

El español que, declarado soldado o marinero útil rehusara expresamente cumplir el servicio militar podrá:

1) Realizar un Servicio Civil a la Patria, de -- una duración de dos años. La responsabilidad, así como la posterior reglamentación, del servicio civil, correrá a -- cargo del Ministerio que corresponda, quien cuidará de que, por su naturaleza, el servicio civil sea independiente del Ministerio del Ejército y de las funciones propiamente militares.

2) Caso de que sin causa legal se negara a cumplir el servicio militar, así como el servicio civil sustitutorio, será castigado con la pena de prisión de la misma duración que el servicio civil.

La pena prevista en el caso 2)no llevará consigo las accesorias militares previstas en los artículos 218 y 219 del Código de Justicia Militar, pero sí las demás que corresponda, y la incapacidad del condenado, mientras no - fuere rehabilitado, para ejercer derechos políticos, obstentar cargos o funciones públicas del Movimiento Nacional y para establecer relaciones laborales y contractuales de todo orden con entidades públicas, o subvencionadas, o intervenidas por los Ministerios del Ejército, Marina y Aire, así como para obtener licencia de uso y tenencia de armas.

La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares o - del servicio civil sustitutorio.

Una vez cumplida la condena impuesta en el caso dos 2), el penado quedará excluido del servicio militar.

Consideramos que esta propuesta es justa y evita

La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares, o del servicio civil sustitutorio.

Una vez cumplida la condena impuesta en el caso 2) el penado quedará excluído del servicio militar.

Consideramos que esta propuesta es justa y evitaría a la par que la vergüenza de las condenas en cadena actuales, el considerar al objetor como delincuente, caso que no considera ninguna de las legislaciones de los países miembros del Mercado Común.

FONDOMOC

DOCUMENTOS

FONDOMOC

FONDOMOC

PROYECTO DE LEY SOBRE

"NEGATIVA A LA PRESTACION
DEL SERVICIO MILITAR"

PUBLICADO EN EL
B. O. DE LAS CORTES
26 JULIO 1973.

Páginas

Contestación del Gobierno al ruego de don Santiago López González solicitando la creación de una Escuela Superior de Ingenieros Industriales y una Facultad de Ciencias Económicas y Empresariales en Valladolid. 31388

Contestación del Gobierno al ruego de don José María Adán García, en el sentido de que se arbitren las medidas precisas para que los españoles víctimas de la guerra que no tengan establecido un régimen propio de protección y que como consecuencia de la misma sufrieran limitaciones en su capacidad laboral, puedan percibir la ayuda o asistencia social que necesitan 31389

Contestación del Gobierno al ruego de don Enrique Villoria Martínez, solicitando la ampliación en un carril más en cada sentido de la carretera de Madrid-Toledo 31390

Contestación del Gobierno al ruego de don Luis Martínez Gutiérrez referente a los trabajadores de la empresa "Hulleras del Centro, S. A." (HUCESA) 31391

Designación de Ponencias: Anuncio ... 31392

PRESIDENCIA DE LAS CORTES ESPAÑOLAS

En uso de la facultad que confiere al Presidente de las Cortes Españolas el número 20 del artículo 18 de su Reglamento, y de acuerdo con lo dispuesto en el párrafo 3 de su artículo 2.º, se suspenden las sesiones y trabajos de las Cortes desde el día 1 de agosto hasta el 30 de septiembre inclusive, sin perjuicio del despacho de los asuntos urgentes por la Comisión Permanente, conforme a lo dispuesto en el número 18 del artículo 26 del mismo Reglamento.

Palacio de las Cortes, a 24 de julio de 1973 El Presidente, Alejandro Rodríguez de Valcárcel y Nebreda.

PRESIDENCIA DE LAS CORTES ESPAÑOLAS

Por acuerdo del Consejo de Ministros ha sido remitido a esta Presidencia el proyecto de ley sobre negativa a la prestación del servicio militar, el cual, conforme a lo establecido en el artículo 10 de la Ley Constitutiva de las Cortes Españolas, es de la competencia del Pleno de las mismas.

En su consecuencia, se ordena su envío a la Comisión de Defensa Nacional para su estudio, así como su publicación en el BOLETÍN OFICIAL DE LAS CORTES ESPAÑOLAS, con arreglo a lo preceptuado en el número 2 del artículo 63 del vigente Reglamento.

Los Procuradores, cualquiera que sea la Comisión a que pertenezcan, podrán, en uso del derecho que les confieren los artículos 7.º y 67 del referido Reglamento, presentar las enmiendas que estimen pertinente formular a la totalidad o al articulado del proyecto, en el plazo de veinte días, contados a partir de la fecha siguiente a esta publicación.

En la Secretaría de las Cortes se halla a disposición de los señores Procuradores la documentación remitida por el Gobierno con el citado proyecto de ley.

Palacio de las Cortes, 19 de julio de 1973. El Presidente, **Alejandro Rodríguez de Valcárcel y Nebreda.**

La declaración VII del Fuero de los Españoles proclama, a título de honor, la obligación de servir a la Patria con las armas, obligación que tradicional y universalmente se considera el primer y principal deber del ciudadano con la nación a que pertenece, y que en España se halla reiterado y desarrollado en la Ley General del Servicio Militar de 27 de julio de 1968.

El legislador no ha previsto el tratamiento penal de la negación expresa a cumplir esta obligación. Pero desde hace algún tiempo se repite, de forma esporádica y limitada, el hecho de reclutas que al incorporarse a Cuerpo se niegan a vestir el uniforme, hecho que se ha venido castigando con arreglo al artículo 328 del Código de Justicia Militar como desobediencia a superior, lo que ha dado lugar a que cumplida la pena y devueltos al Ejército respectivo, en mérito de las accesorias, se

haya repetido el hecho, provocándose así una serie de condenas sucesivas, cuyo final sólo puede preverse con la llegada de la edad en que se pasa a situación de licencia absoluta, si antes no se contrae una causa de inutilidad.

Bien se advierte que la acción finalista del agente no es el mero desacato a la orden particular del superior de que vista el uniforme, sino el más amplio propósito deliberado de dejar incumplida, en términos absolutos, aquella primordial obligación de servir a la Patria con las armas. Por ello se hace preciso llevar a nuestro ordenamiento penal militar este tipo delictivo, constituido por la expresa negativa a prestar el servicio militar. A tal efecto se señalan las penas adecuadas, según el hecho tenga lugar en tiempo de paz o en tiempo de guerra o territorio declarado en tal estado; se establece la correspondiente exclusión del servicio en cada supuesto por cumplimiento de la condena, ya que la infracción del deber de prestarlo es precisamente la razón de penalidad, y se incluye como efecto de ésta la incapacidad que para el ejercicio de derechos, cargos y funciones públicas y para el establecimiento de relaciones contractuales y laborales con Entidades públicas, señala el artículo 108 de la Ley General del Servicio Militar, y para ejercer la docencia y obtener licencia de uso y tenencia de armas, reduciendo la posibilidad de rehabilitación a la retractación efectiva de su conducta delitual.

En su consecuencia, se incluye en el texto vigente del Título XII, Tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica "negativa a la prestación del Servicio Militar", integrado por el artículo 383 bis, redactado en los términos que en la parte dispositiva se expresan.

En su virtud, el Consejo de Ministros, a propuesta del Vicepresidente del Gobierno, somete a la deliberación de las Cortes el siguiente

PROYECTO DE LEY

Artículo primero. Se incluye en el texto vigente del Título XII, Tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica "negativa a la prestación del Servicio Militar", integrado por el artículo 383 bis, con el siguiente texto:

CAPITULO V BIS

Negativa a la prestación del servicio militar

Artículo 383 bis

El español que, declarado Soldado o Marinero útil rehusara expresamente, y sin causa legal, cumplir el servicio militar, será castigado:

1. Con la pena de cuatro años de prisión si el hecho ocurriera en tiempo de paz.

2. Con la pena de reclusión, si tuviese lugar en tiempo de guerra, o en territorio declarado en estado de guerra, salvo lo que dispongan los bandos de movilización o declaratorios del estado de guerra.

Dichas penas no llevarán consigo las accesorias militares previstas en los artículos 218 y 219 del Código de Justicia Militar, pero sí las demás que corresponda, y la incapacidad del condenado, mientras no fuere rehabilitado, para ejercer derechos políticos, ostentar cargos o funciones públicas del Movimiento Nacional, docente o sindicales, y para establecer relaciones laborales y contractuales de todo orden con Entidades Públicas, o subvencionadas, o intervenidas por el Estado, Provincia o Municipio, Entidades paraestatales o autónomas y con las Corporaciones de Administración local, así como para obtener licencia de uso y tenencia de armas. La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares.

Una vez cumplida la condena impuesta, el penado quedará excluido del servicio militar, excepto en caso de movilización por causa de guerra o declaración de estado de guerra.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Primera. En las causas que se hallen en tramitación, por hechos comprendidos en la presente Ley, se aplicará la norma penal más favorable, y para su determinación se dará audiencia al procesado, asistido de su defensor, para que opte por la aplicación de uno u otro precepto y sin que se retrotraiga el trámite procesal, se proseguirán las actuaciones hasta la celebración del Consejo de Guerra.

En aquellas causas en que haya recaído sen-

tencia que se encuentre pendiente de aprobación se dará audiencia al procesado en la forma expuesta, y de optar por la aplicación de esta Ley, se dispondrá la celebración de un nuevo Consejo de Guerra, con anulación de la sentencia recaída.

Si el reo hubiese sido ya condenado en otro u otros procedimientos se aplicará la conmutación establecida en la transitoria tercera.

Segunda. Los condenados, en una o varias causas, a penas de cuatro o más años de privación de libertad y que lleven cumplido un mínimo de cuatro años, podrán solicitar de la autoridad judicial la aplicación de la presente Ley, con los efectos dispuestos en la misma.

La Autoridad Judicial, con su Auditor, oyendo previamente al Fiscal Jurídico-Militar, conmutará la condena o condenas impuestas, por la que lleve efectivamente cumplida, y declarará su exclusión del servicio militar, su inhabilitación en los términos previstos y ordenará su inmediata excarcelación.

Tercera. Los condenados en una o varias causas a penas inferiores a cuatro años de duración seguirán cumpliendo normalmente sus condenas, y de incurrir en el delito comprendido en la presente Ley, podrán solicitar de la Autoridad Judicial, y ésta acordará, con las mismas formalidades y audiencia, la conmutación de la pena que se les impusiera, por otra cuya duración sea la diferencia entre ambas.

ACUERDO DE LA PRESIDENCIA DE LAS CORTES REQUIRIENDO DICTAMEN CONSULTIVO DE LA COMISION DE HACIENDA SOBRE EL CAPITULO V DEL PROYECTO DE LEY DE REGIMEN JURIDICO DE LA INVESTIGACION Y EXPLOTACION DE HIDROCARBUROS Y DICTANDO NORMAS PARA SU ELABORACION Y TRAMITACION

El proyecto de ley de Régimen Jurídico de la Investigación y Explotación de Hidrocarburos es, por razón de la materia, de la competencia de la Comisión de Industria, y así se determinó por esta Presidencia, pero contiene un Capítulo, el V, en el que se establece el régimen tributario de las empresas que se dediquen a la investigación y explotación de hidrocarburos, que es, por razón de la materia, competencia de la Comisión de Hacienda. El Presidente de esta Comisión solicitó de la Presidencia de las Cortes, en escrito de 23 de abril, se atribuyese competencia a la misma para el conocimiento, estudio y deliberación del Capítulo V referido. No hay términos hábiles en el Reglamento para fragmentar entre varias Comisiones el dictamen de un proyecto de ley, pero parece conveniente, para la mejor elaboración del proyecto antes referido, que la Comisión de Hacienda emita dictamen, con valor consultivo, sobre las materias de su competencia, posibilidad que está prevista en el Reglamento, aunque no suficientemente desarrollada.

Por todo ello, esta Presidencia, en ejercicio de la competencia que le atribuye el artículo 18, apartado 23 del vigente Reglamento, en relación con el artículo 48 del mismo, y previa audiencia de la Comisión de Reglamento, dispone que por la Comisión de Hacienda se emita dictamen consultivo sobre el Capítulo V del proyecto de ley de Régimen Jurídico de la Investigación y Explotación de Hidrocarburos, con arreglo a las siguientes normas:

SECCION I

De la elaboración del dictamen consultivo por la Comisión de Hacienda

1. La Comisión de Hacienda emitirá dictamen consultivo sobre la regulación contenida en el Capítulo V (Tributación) del proyecto de ley de Régimen Jurídico de la Investigación y explotación de Hidrocarburos.

2. A los efectos de la elaboración del dictamen, el Presidente de la Comisión de Hacienda propondrá al de las Cortes una Ponencia que informe la materia objeto del dictamen. La Ponencia designada se publicará en el BOLETÍN OFICIAL DE LAS CORTES ESPAÑOLAS.

3. La Ponencia podrá recabar de la Presidencia de las Cortes y de los respectivos departamentos ministeriales la remisión de cuantos datos sean necesarios y la asistencia e información previstas en el artículo 50 del Reglamento.

4. En el plazo más breve posible, la Ponencia informará sobre la regulación propuesta de las materias objeto de dictamen.

5. Emitido el informe, el Presidente de la

FONDOMOC

NOTA ENVIADA POR "PAX CHRISTI"
A UN GRUPO DE PROCURADORES
CON FECHA 2 DE AGOSTO 1973.

Barcelona, 2 de Agosto de 1.973

Sr. Procurador:

El Gobierno ha presentado recientemente a las Cortes un Proyecto de Ley llamado **"Sobre negativa a la prestación del Servicio Militar"**. El Proyecto es, como usted sabrá, el tercer intento del Gobierno de solucionar el problema que plantean los, ya, 287 objetores de conciencia que permanecen en prisión por no estar prevista su situación en nuestro ordenamiento juridídico. A causa de ello, el objetor de conciencia al servicio militar, hasta ahora, era condenado generalmente por desobediencia y de forma continuada; es decir, sucesivamente hasta que terminase su edad militar, a los 38 años, a menos de recibir indulto por parte del Jefe del Estado.

Los dos intentos anteriores, presentados en 1970 y 1971, reconocían, de forma general, la existencia de la figura del objetor de conciencia como individuo que, por motivos de conciencia, se negaba al cumplimiento del servicio militar. El nuevo proyecto, sin embargo, ha cambiado sustancialmente de enfoque, ignorando la existencia del individuo-objetor y preveyendo solamente la existencia de individuos que se niegan, sin más, al cumplimiento del servicio militar. A estos individuos se les pretende condenar, según el Proyecto de Ley, a una pena de cuatro años de prisión.

La diferencia de este Proyecto con los otros dos anteriores pone de relieve la existencia de un hecho: hay quien puede negarse a cumplir el servicio militar simplemente porque no le gusta, por rebeldía o por comodidad. Hay, sin embargo, otro tipo de individuos que, aun negándose a cumplir el servicio militar, se ofrecen a la sociedad y a la Patria para cumplir un servicio diferente, de carácter social: se ofrecen, en suma, a realizar el llamado Servicio Civil que, por otra parte, está previsto en casi todas las legislaciones europeas.

El caso es que el referido Proyecto intenta equiparar a estos dos tipos de individuos ante la ley, considerándolos como delincuentes, negando a los segundo su ofrecimiento de servir a la Patria de otra forma y condenándolos igualmente a cuatro años de prisión.

Por ello, consideraríamos humanitario y realista que un procurador, o un grupo de procuradores, propusieran como enmienda el siguiente texto, o similar:

ARTICULO PRIMERO

Se incluye en el texto vigente del título XII, tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rábrica "Negativa a la prestación del servicio militar", integrado por el artículo 383 bis, con el siguiente texto:

El español que, declarado soldado o marinero útil, rehusara expresamente cumplir el servicio militar, podrá:

1) Realizar un Servicio Civil a la Patria, de una duración de dos años. La responsabilidad, así como la posterior reglamentación del servicio civil, correrá a cargo del Ministerio que corresponda, quien cuidará de que, por su naturaleza, el servicio civil sea independiente del Ministerio del Ejército y de las funciones propiamente militares.

2) Caso de que sin causa legal se negara a cumplir el servicio militar, así como el servicio civil sustitutorio, será castigado con la pena de prisión de la misma duración que el servicio civil.

La pena prevista en el caso 2) no llevará consigo las accesorias militares previstas en los artículos 218 y 219 del Código de Justicia Militar, pero sí las demás que corresponda, y la incapacidad del condenado, mientras no fuere rehabilitado, para ejercer derechos políticos, ostentar cargos o funciones públicas del Movimiento Nacional, y para establecer relaciones laborales y contractuales de todo orden con entidades públicas, o subvencionadas, o intervenidas por los Ministerios del Ejército, Marina y Aire, así como para obtener licencia de uso y tenencia de armas.

La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares, o del servicio civil sustitutorio.

Una vez cumplida la condena impuesta en el caso 2), el penado quedará excluido del servicio militar.

Consideramos que esta propuesta es justa y evitaría, a la par que la vergüenza de las condenas en cadena actuales, el considerar al objetor como delincuente, caso que no considera ninguna de las legislaciones de los países miembros del Mercado Común.

¿Podemos contar con su colaboración para esta causa que, desinteresadamente, defendemos?

Atentamente,

PAX CHRISTI

Equip de treball sobre
l'objecció de consciència

FONDOMOC

FONDOMOC

INFORME
SOBRE LA EVOLUCION
DE LA OBJECCION DE CONCIENCIA
EN ESPAÑA.

El problema de los Objetores de Conciencia al Servicio Militar no se presenta en España hasta finales de la década de los cincuenta. Posiblemente fuese en 1958, cuando se produjo el primer paso. El 20 de febrero, un recluta expresó su deseo de ser eximido de prestar el servicio militar. Aducía como razón el hecho de pertenecer a los Testigos de Jehová, y que sus convicciones religiosas le impedían vestir el uniforme militar. Fue condenado por varios Consejos de Guerra a quince años de reclusión militar por sedición.

Posteriormente, se han venido produciendo condenas de objetores en varias ciudades. La mayoría de los condenados pertenecían a los Testigos de Jehová. Hay también algún Adventista del Séptimo Día, si bien su objeción se limita a la prestación de cualquier servicio mecánico o de armas en los sábados.

José Luis Beúnza, "Pepe", ha sido el primer católico de España que se ha negado a vestir el uniforme militar y ha estado procesado por un Consejo de Guerra. No plantea la objeción como católico, sino como no-violento.

Entre 1971 y 1972, cinco católicos más han declarado su convicción de que no pueden realizar el servicio militar por razones de conciencia, ya sean movidos por imperativos de orden religioso, como de orden ético-humanísticos.

El Código de Justicia Militar considera al objetor de conciencia como reo de delito de desobediencia, e incurre en la pena de seis años de prisión militar, de veinte de reclusión militar o de seis meses y un día de prisión militar, según se trate o no de órdenes relativas al servicio de armas. De todas formas, una vez cumplido el tiempo de prisión, o la pena privativa de libertad, el objetor de conciencia se tiene que presentar de nuevo para cumplir el servicio militar, y nuevamente recae en el mismo delito si persiste en su actitud. Es acusado y condenado de nuevo hasta desembocar en aquello que se ha llegado a decir de "prisión vitalicia", a través de una serie de condenas sucesivas.

En este estado de cosas, el problema de los objetores de conciencia parecía exigir una solución por vía legislativa, mediante la modificación de las leyes existentes y la promulgación de otras nuevas. Esta polémica se planteó en las Cortes por dos veces, discutiéndose la posibilidad de establecer un Estatuto que regulase la situación. Antes de entrar en detalle en ello, es interesante hacer mención a las declaraciones efectuadas por el Consejo de Europa y por el Concilio acerca de este problema.

RECOMENDACION DE LA ASAMBLEA CONSULTIVA DEL CONSEJO DE EUROPA A LOS GOBIERNOS

El 26 de Enero de 1967, la Asamblea Consultiva del Consejo de Europa votó una resolución en pro de "las personas sometidas al servicio militar que, por motivos de conciencia o en razón de una convicción profunda de carácter religioso, humanitario, ético, moral, filosófico o de cualquier otra naturaleza, se nieguen al uso de las armas o, en su caso, a toda forma de prestación militar".

"En los Estados democráticos, fundados sobre el principio de la preeminencia del derecho -decía la base segunda-, el derecho a la objeción de conciencia es considerado una consecuencia lógica de los derechos fundamentales del individuo, garantizados por el artículo nueve de la Convención de Europa de los Derechos del Hombre".

Cuatro años más tarde, el 22 de Enero de 1971, la Asamblea del Consejo de Europa formulaba una resolución relativa a la situación de los objetores de conciencia en España. Decía textualmente:

"1.- Lamentando la serenidad extraordinaria con la cual el derecho español amenaza a los elementos de su juventud que reclaman la objeción de conciencia.

2.- Recordando su Recomendación nº 478 y su Resolución nº 337, relativas al derecho de la objeción de conciencia, adoptadas el 26 de Enero de 1967.

3.- Espera que el Gobierno Español pueda reconsiderar su posición frente a los objetores de conciencia y permitir, por Decreto provisional, a cualquiera de los 200 jóvenes condenados a estar en prisión hasta la edad de 30 años al ser útiles a la sociedad conforme a los Derechos del Hombre.

4.- Desea que el Gobierno español tome las medidas apropiadas para establecer un Estatuto de los objetores de conciencia previendo un servicio civil sustitutorio."

Esta proposición está basada también en el art. 8 del Pacto de las Naciones Unidas sobre derechos civiles y políticos (de 1966). Allí se reconoce el derecho subjetivo a la objeción de conciencia.

España ha firmado, pero no ratificado, dicho Pacto.

RECOMENDACION DEL CONCILIO VATICANO II

Constitución Pastoral **"Gaudium et Spes"**: "Parece equitativo que las leyes prevean con sentido de humanidad el caso de los que, por razones de conciencia, se nieguen a emplear las armas, siempre que, a pesar de todo, acepten otra forma de servir a la comunidad".

El Concilio no ha querido pronunciarse de una forma absoluta sobre la Objeción de Conciencia, aunque tampoco ha querido ignorar un hecho existente en muchos países cristianos. De hecho, todas las intervenciones efectuadas en el Concilio sobre el particular son positivas, sugiriendo, más que imponiendo, el valor de esta mentalidad, el valor de esta concepción de la vida y de la sociedad, a toda la Iglesia.

Invoca los motivos de equidad y respeto que se deben a la persona humana, siempre que el objetor actúe con madura y buena conciencia. No es necesario apoyarse en motivos evangélicos; la conciencia es suficiente y representa su más alta instancia. La objeción de conciencia se centra en el hombre y en su más alta dignidad, sin discriminación de ninguna clase, ni siquiera religiosas.

Por otra parte, en el punto 74 de la encíclica **"Populorum Progressio"**, Paulo VI señala: "Nos sentimos viva satisfacción en saber que en ciertas naciones el Servicio Militar puede convertirse, en parte, en un Servicio Social, un simple servicio".

PRIMER PROYECTO DE ESTATUTO. DISCUSION EN LAS CORTES

En el mes de junio de 1970, por acuerdo del Consejo de Ministros, se envió a las Cortes españolas un proyecto de Ley sobre la objeción por motivos de confesión religiosa. Quedaba, pues, excluída la objeción de conciencia por motivaciones simplemente éticas o filosóficas. En este proyecto de Estatuto se eximía únicamente al objetor del servicio militar con armas. Así, el Gobierno regularía por Decreto la prestación de un servicio especial, pero dentro de unidades militares y durante un período máximo de tres años. Por otra parte, se concedía un indulto a todos los objetores que estuviesen cumpliendo penas de prisión. De todas formas, faltaba la puesta en marcha de una nueva legislación permanente. Este proyecto resultaba ser demasiado deficiente, a pesar de que significaba un primer paso.

En las discusiones que tuvieron lugar en las Cortes dentro de la Comisión de Defensa Nacional, se dejaron oir terribles acusaciones contra los objetores. Si se aprueba este Estatuto, se decía, se abrirá una fisura en la integridad de la Patria y en la igualdad de los españoles. El proyecto podría caer en contrafuero...

El proyecto de ley fue devuelto al Gobierno, a resultas de una votación que dio el resultado de 21 votos a favor de una impugnación a la totalidad, contra 9 y una abstención. A pesar de todo, fue una magnífica ocasión para sensibilizar a la opinión española sobre el problema. Se inicia, entonces, una corriente de clarificación y de mentalización.

FONDO DOC

SEGUNDO PROYECTO DE ESTATUTO. DISCUSION EN LAS CORTES

El 5 de mayo de 1971, el Boletín Oficial de las Cortes Españolas publicaba el segundo proyecto preparado por el Gobierno.

En el fondo, este proyecto se diferenciaba poco del anterior, a no ser por una mayor precisión en los condicionamientos objetivos de la objeción de conciencia, por un primer intento de procedimiento de formalizarla delante de los organismos militares y por la determinación de las características de esta prestación personal del servicio en régimen especial.

En sí, el proyecto representaba gran cantidad de deficiencias. Daba la impresión de que quería castigar a los objetores, considerados "ciudadanos de segunda clase", "delincuentes". Además, era un proyecto para tiempo de paz, solamente, lo cual es algo absurdo si se tiene en cuenta de que la objeción de conciencia pretende ser una respuesta al servicio militar como una preparación de una posible defensa armada.

Solamente se admitía la objeción por motivos religiosos, olvidándose de los que pueden hacerlo por motivos éticos, filosóficos o políticos. Finalmente, lo limitaron a las creencias religiosas que impongan a sus miembros, de forma específica, la abstención del servicio de las armas. Así, el objetor continuaba siendo un soldado, sujeto a la jurisdicción castrense.

A pesar de todo, algunos procuradores consideraron el proyecto demasiado liberal, por lo que hicieron toda la fuerza y presión posible para condicionarlo, cerrando la más pequeña posibilidad de apertura.

Se decía que una ley sobre la objeción de conciencia podía ser un motivo de discriminación y desigualdad entre los españoles, y servir de pretexto para la subversión. Para ellos, la objeción era tan sólo un aspecto del ataque a la unidad política y religiosa de España. Incluso llegó a decirse que podría ser el principio de la "descristianización..." En resumen, en vez de hacer un proyecto para los objetores, se pretendió hacer un proyecto contra los objetores. El 14 de julio, el Gobierno retiró el proyecto ya dictaminado por la comisión sobre la objeción de conciencia por considerar que se había desvirtuado el objetivo inicial del proyecto.

TESTIGOS DE JEHOVA

Forman el número más numeroso de objetores en España. Su negación a tomar las armas, parte de su convicción religiosa. Actualmente hay unos 280 de ellos en prisión, habiendo cumplido ya más de diez años de prisión algunos de ellos. A pesar de ello, su situación es bastante desconocida, debido a la falta de publicidad y a su deseo de no destacar en los quehaceres públicos.

OBJETORES CATOLICOS

Aparte de los Testigos de Jehová, existe un pequeño grupo de objetores católicos, que, debido a las características de sus motivaciones merecen un análisis detallado.

PEPE BEUNZA

El día 11 de enero de 1971 envía una carta al Capitán General de su Región Militar, declarándose objetor. A la mañana siguiente entra en el cuartel y es encarcelado.

El 23 de abril se celebra Consejo de Guerra, en el que es condenado a 15 meses de prisión. El 1 de noviembre, y por causa del indulto del 24 de septiembre, sale de la prisión y no vuelve al cuartel, tal como lo había comunicado anteriormente.

Realiza un servicio civil en el barrio de los Orriols, en el extrarradio de Valencia, aplicando uno de los principios de la No-Violencia, que consiste en realizar, en la medida que se pueda, aquello que se cree de justicia.

El 15 de noviembre envía otra carta al Capitán General, al ser llamado a filas por primera vez; extraemos los siguientes párrafos:

"Quisiera que esta acción fuera una expresión de alegría y amor a todos los hombre, y la esperanza de un mundo mejor sin guerras, odios, abusos,

que ya hemos de ir construyendo entre todos.

Porque soy no-violento y estoy comprometido en la lucha por medios pacíficos, por la liberación de los oprimidos, la justicia y la libertad.

Porque soy católico y el respeto a todos los hombres, incluso usted, es para mí una norma fundamental.

Porque creo que un Servicio Civil (alfabetización, desarrollo, ayuda a cualquier desgracia) es un camino de paz más eficaz que la preparación de la guerra.

Porque considero la guerra como un crimen contra la humanidad, y estoy decidido a no colaborar con ninguna guerra y a luchar contra sus causas (Declaración de la Internacional de los Resistentes a la guerra).

Porque "los pioneros de un mundo sin guerra son los jóvenes que rechazan el servicio militar" (Einstein).

Porque la carrera de armamentos, en este momento en que el Tercer Mundo clama su desgracia, es un escándalo intolerable (Pablo VI), y creo que el desarme empieza por uno mismo.

Porque todo hombre es mi hermano y "otro camino hacia la paz lo están haciendo quienes desde la ley o desde la praxis tratan de hacer un sitio honorable entre nosotros al rechazo del Servicio Militar por motivos de conciencia.

Al mismo tiempo, mi gesto es solidario con los 60.000 desertores americanos y 10.000 objetores en la cárcel por no querer ir a la guerra del Vietnam, de los 32.000 objetores fusilados por Hitler; de los 36.000 objetores que hay en la actualidad en Alemania y de los 160 encarcelados en España por estos motivos.

Esto me lleva a plantearme la Objeción de Conciencia. Soy católico, pero me parece equívoco alegar este motivo. Creo mejor plantearlo por motivos éticos. Soy no-violento y considero que la historia tiene suficiente experiencia de las consecuencias desastrosas de la violencia, como para que nos sintamos obligados a experimentar otras vías de cambio social."

JORDI AGULLO

Tiene 24 años. Es tornero mecánico. Miembro de la JOC desde hace ocho años, se fue comprometiendo por la lucha de la libertad de los hombres y de los pueblos. Su vida la concibe como "una misión a realizar dentro de la clase obrera".

Fue por entonces cuando se mentalizó en la no-violencia, y todas sus actitudes fueron haciéndose no-violentas, hasta transformarse en objetor de conciencia al Servicio Militar.

"Desde aquel momento -decía él- *yo, como persona, no podía aceptar la violencia contra un hermano. Y me preguntaba si Cristo tomaría las armas, que sólo son para matar. La respuesta es clara y yo sigo su camino.*

¿Qué actitud hay que tomar? Se han de construir las relaciones entre los hombres por medios pacíficos, hasta llegar al punto que todo hombre pueda ver en el otro a un igual. Por todo esto, me niego a ser militar, y como que sé que el mundo no puede cambiar de golpe y porrazo, nuestro objetivo es conseguir, ahora, un Estatuto para los objetores de conciencia, por medio del cual puedan desarrollarse un servicio civil social."

Jordi Agulló ingresó en la Prisión Militar de Cartagena en mayo de 1971 por negarse a vestir el uniforme militar. Antes de su incorporación a la Marina Naval, envió una carta al Comandante del Centro de Reclutamiento y Movilización de Cartagena esclareciendo sus motivaciones, de la cual reproducimos unos párrafos:

"Soy no-violento; mis concepciones no están de acuerdo con las armas ni tampoco con la violencia. Por eso soy objetor de conciencia, y acepto la responsabilidad que pueda venirme por estimar a los hombres y a toda la humanidad. Con la idea de defensa se ha montado un mundo de violencia que abarca todas las estructuras y a las mismas relaciones entre los seres humanos."

Fue juzgado el 16 de marzo de 1972, imponiéndosele una pena de 3 años y 1 día.

JUAN GUZMAN SALVADOR

Nace en Barcelona de una familia de pescadores. Tiene 23 años.

Se plantea la objeción al ser llamado a filas, pero llegado el momento *"no lo acabo de ver claro"* y decide incorporarse. Pasó siete meses de dudas y maduración y, finalmente, acaba de presentar su objeción.

Ingresa en prisión el día 28 de septiembre de 1971, donde manifiesta su unión y solidaridad con el resto de los objetores. Ha sido condenado a tres años y un día. Son suyas estas palabras:

"El hecho de aprender a manejar el fusil, para matar a otros semejantes sólo porque están más allá de una demarcación, llamada frontera, y porque así el hombre lo había impuesto, no me parecía razonable ni humano."

"Más aún, saqué el diploma de monitor de instrucción, pues lo consideré oportuno, puesto que ello me permitiría tener una mayor relación y contacto con los jóvenes del cuartel recién incorporados a filas."

"En mi conciencia se erguían afirmativas y radicales estas afirmaciones: '¡Creo en Jesucristo, y en el Amor que nos demostró y enseñó! , ¡Deseo ser un buen cristiano, seguir a Cristo con todas mis fuerzas y predicar y enseñar su doctrina de Amor! .' Me sentí interiormente fortalecido. Fue suficiente ver claras estas afirmaciones con todas sus consecuencias, para poder descubrir a continuación cuál tenía que ser mi actitud en aquella circunstancia, actitud de un esfuerzo de fidelidad a Cristo."

"En la prisión, conocí a Jordi Agulló, y con él la objeción de conciencia en España, puesto que no había tenido, antes del citado encuentro, referencias al respecto. Me sentí identificado de una forma asombrosa con todos los motivos que impulsaban la objeción de conciencia en todo el mundo.

De una forma inesperada y sin preparativos, y partiendo de una objeción puramente personal, ante una circunstancia tal, me sentí unido a un grupo de personas que estaban luchando por lograr las mismas metas que yo, frente a la situación expuesta, ser consecuentes con nuestra fe y compromiso con Cristo."

FONDO CIDOB

VICTOR BOJ CAVISTAN

Tiene 24 años. Nace en Reus (Tarragona).

Estudiante de 2º de Físicas en Barcelona, se incorpora a filas el 14 de abril de 1971.

Al segundo día de campamento, en su formación de gimnasia, sale fuera de filas y se declara públicamente pacifista católico, y expone su decisión de no efectuar el servicio militar. Seguidamente es recluido en prisión.

El 11 de junio de 1971, se le hace un juicio por sedición, siéndole impuesta una pena de 5 años, pena que no es confirmada por el Capitán General de Gerona, por lo que se le hace otro juicio el 22 del mismo mes y en el que se eleva la condena a 6 años y 1 día.

JUAN ANTONIO LINARES

Se incorporó a filas el 17 de abril de 1972. Seguidamente se declara Objetor de conciencia Cristiano-Católico.

En la actualidad, y después de permanecer encerrado en prisión durante 3 meses, ha desistido de su postura, encontrándose haciendo el servicio militar, en libertad provisional, hasta su juicio.

Nace el 3 de mayo de 1950. Es casado y trabaja en la industria textil. En la carta que escribió al Teniente Coronel del CIR, le decía:

"Soy católico, queriéndolo ser cada día más, partiendo de mi realidad. Creo que estoy en un camino recto de liberación del hombre, aunque me lleve a la máxima pena." (A los pocos días)

"Deseo vivir para respetar al hombre y a su conciencia".

FRANCISCO LOPEZ DE AHUMADA, S.J.

El pasado año se presentó por primera vez la objeción de conciencia en España de un sacerdote a la jura de bandera.

Tiene 33 años, y los motivos de actitud se reflejan en la carta dirigida al Capitán General de su región:

"El mensaje de paz y de amor, que como sacerdote debo anunciar, no es algo que pueda quedarse en meras palabras... Porque no soy tanto uno que anuncia una doctrina, sino una persona que sigue al Señor Jesús como a su Maestro. Su estilo, su modo de ser, su camino y su suerte son para mi el criterio para mi modo de vivir, caminar y morir."

"A quien se le ha encomendado la palabra de reconciliación para establecer la paz entre los hombres, jamás le estará permitido jurar fidelidad a los principios que le encomiendan la defensa por la violencia de unas personas a costa de las otras. Como cristiano y sacerdote, soy hermano de todos los hombres. El Evangelio y Jesucristo a quienes sirvo, no tienen fronteras ni nada que defender. Incluso mi propia vida sé que debo darla como Jesucristo antes que defenderla con la violencia... Ese es mi camino, duro y difícil, pero para mí no existe otro. 'Yo soy el Camino, la Verdad y la Vida' (Evangelio de San Juan, 14,6)."

1973 (46)

VIOLENCIA Y NO-VIOLENCIA

La palabra no-violencia es la traducción de la palabra sánscrita "ahimsa" ("a" privativo; "himsa" violencia). Es una lástima que no empleemos la que corresponde a "satyagraha" (fuerza de la verdad), palabra con que Gandhi designaba la fuerza que empleaba en sus luchas, porque resulta mucho más positiva que la palabra "no-violencia" que hemos adoptado.

Es necesario apartar la idea de no-violencia de la de pacifismo, pues el pacifismo implica en no pocas ocasiones inmovilismo y resignación. Para evitar todos estos malentendidos lo que hay que tener en cuenta es que los hombres que han popularizado la no-violencia han sido y son, hombres que trabajan incansablemente por la justicia.

La no-violencia dice no a todas las violencias: violencia física, violencia económica, violencia social, ecológica, personal... Es importante no limitarse a denunciar y condenar una sola injusticia, olvidando que existen todas las demás.

En definitiva, la violencia que condena y combate la no-violencia, es la violencia de los poderosos.

A menudo se plantea el problema violencia/no-violencia, como oposición entre dos formas diferentes de combatir la injusticia, Esta manera de plantear el problema es falsa. La no-violencia no se opone a la violencia de los que combaten la injusticia en el mismo sentido en que se opone a la violencia institucional, a la injusticia. Partimos de la base que existen unas injusticias. Para combatirlas unos optan por la violencia, otros por la no-violencia. Pero lo importante es combatirlas. Los no-violentos tan sólo consideran que potar por la revolución violenta es una equivocación, porque es ponerse en el mismo terreno que el opresor. Y si se trata de la fuerza de las armas, es el poder opresor quien tiene generalmente las de ganar. Además de esta forma no salimos del círculo vicioso de violencias y contraviolencias en el que nos hallamos inmersos.

Por otra parte, es frecuente encontrarse con gente que teoricamente defiende la revolución violenta y que en la práctica están trabajando y realizando tareas totalmente no-violentas.

EL FIN Y LOS MEDIOS

Si queremos construir un mundo justo, humano, no podemos hacerlo con medios que no sean justos y humanos. Gandhi decía que "el fin está en los medios como el árbol en la semilla". Además, entra en este terreno el sentido que nosotros damos al hombre;. Si lo mas importante en este mundo es el hombre; es que el hombre pueda vivir feliz, libremente, alcanzando su pleno desarrollo, entonces lo importante no es alcanzar el poder, sino luchar contra todo aquello que no dignifique al hombre. Y luchar de forma que los hombres sientan que lo que hacen es justo. Es un espejismo pensar que para alcanzar un futuro mejor, no importan los medios a emplear. Y es un espejismo porque el futuro no existe y el presente sí.

En orden a la eficacia, puede parecer que los métodos no-violentos son menos eficaces. Pero hay ejemplos que demuestran la eficacia de las acciones no-violentas. Lo que pasa es que hay muy poca gente dispuesta a actuar de esta forma, pues llevamos muchos siglos aprendiendo la violencia y no se puede borrar de la noche a la mañana, y, de momento, se nos dan muy pocas oportunidades de aprender la no-violencia. Por otra parte, cuando se realiza una acción de cara a lā opinión pública, es muy importante que esta comprenda el significado. Y los medios violentos muchas vèces oscurecen el fin buscado. Pos eso, cuando se vaya a realizar una acción, es necesario informar a la opinión pública de los fines que se persiguen y de los métodos que se van a emplear, haciéndolo de una forma clara.

Por otra parte no se puedá desligar la eficacia del resto. La eficacia también está en función del hombre. Se trata de buscar medios que sean eficaces y que sean coherentes con el fin que queremos alcanzar.

NO-COOPERACION Y DESOBEDIENCIA CIVIL

También estos términos,"no-cooperación" y "desobediencia civil", son equívocos. Quizás porque al traducirlos de la expresión original, no se haya llegado a encontrar un término que dé una idea exacta de lo que significan. Respecto al segundo, J.P.Cattelain, en la traducción francesa, lo traduce por"desobediencia cívica", que resulta mucho mas significativo. Según esto, sería un acto de civismo el desobedecer ciertas leyes.

Vivimos en un mundo que nos parece justo. (Desde las relaciones entre naciones, en las que las grandes potencias explotan a los países subdesarrollados, hasta las relaciones entre las personas, pasando por las enormes diferencias entre las clases sociales de un mismo país). Un mundo que se está destruyendo a sí mismo y que dispone de todos los elementos necesarios para hacernos volar (véase las modernas armas secretas). Un mundo en el que nos encontramos y con el que colaboramos. Y nosotras estamos en el mundo para colaborar con la existencia, para vivir, para gozar de todo cuanto existe y es maravilloso. Colaborar con la vida quiere decir no colaborar con el mundo, con la sociedad o con el Estado, cuando estos son -como ahora- escuelas de violencia, de opresión, de aburrimiento, de nada o muy poco que dignifique al género humano.

Este principio dé no-cooperación con la injusticia es un principio esencial de la no-violencia. Si el sistema, cualquier sistema, se mantiene, es porque todos le apoyamos. El principio de no-cooperación está basado en la idea de la desobediencia civil, de la que fue fundador y practicante absoluto Thoreau, que ya en 1848 decía:"..con que un número suficiente de hombres adoptaran una postura de no-cooperación no-violenta, la esclavitud se derrumbaría". Y añadía:"Los hombres están demasiado apegados al Estado y demasiado pocos interesados en la justicia. Tienen miedo de ir a la prisión por una idea. Pero mientras no estén dispuestos a hacerlo así en número considerable el Estado seguirá disponiendo de sus sumisos instrumentos para las guerras y las instituciones como la esclavitud".

FONOMO

IPCD
SECCION NO-VIOLENCIA Y OBJECION DE CONCIENCIA
Henao 5, piso 3.º, dpTo. 50

NO-VIOLENCIA ACTIVA

Los puntos que a continuación se enumeran, han surgido de las reflexiones hechas en común entre diversa gente de toda la Península interesada por la no-violencia activa.

Dado que los compromisos de actuación de cada uno, actualmente, están ligados a campos diferentes (suburbios, mundo gitano, mundo obrero, estructuras de iglesia, medios de información, democratización, objeción de conciencia, etc.) no ha sido posible establecer un programa de actuación común, pero sí ponerse de acuerdo sobre las premisas necesarias en el planteamiento y puesta en marcha de toda acción y sobre la tendencia en las actitudes y comportamiento durante la ejecución de ésta para que satisfagan plenamente al espíritu de la no-violencia.

FONDOMOC

Principios Generales:

El no violento:

1º.- Está convencido de la fuerza de la verdad y de que ésta prevalece por encima de las demás fuerzas.

2º.- Cree que su adversario tiene capacidad de bien y participa de una parte de la verdad.

3º.- Cree en el hombre, su hermano. En consecuencia su único enemigo es el mal que en él pueda manifestarse.

4º.- No pretende vencer sino convencer o convencerse, es decir, descubrir con el otro la verdad. Quiere la justicia y la reconciliación, no la victoria.

5º.- Sabe que la no-violencia es una manera de ser y de concebir la vida de la que se deduce un método que le es propio. No una estrategia, sino una actitud constante, resultado de una conciencia progresiva de la dignidad del hombre.

6º.- Pone especial atención en que los medios para conseguir el fin que se propone sean siempre honestos.

7º.- Es siempre activo y cree, no obstante, que la no-cooperación con el mal es un deber tan evidente como la cooperación con el bien.

8º.- Tiene la evidencia de que la verdadera paz no se caracteriza por la ausencia de tensiones sino por la presencia activa de la justicia.

9º.- Haciéndose pobre entre los pobres asume la realidad social que le circunda, se siente responsable de ella y actúa para clarificarla y mejorarla.

10.- Finalmente sabe que la acción más urgente -como dice Gandhi- no consiste en ser encarcelado, ni tan sólo en esforzarse para obtener la libertad de palabra, de prensa o de reunión, sino en purificarse a sí mismo, en interrogarse y en organizarse serenamente.

Condiciones para la acción:

Y cuando emprende la acción tiene presente que:

a).- Ha de estar convencido de la justicia de la causa que defiende; si la causa no es objetivamente justa, la no-violencia, que es la fuerza de la verdad, pierde toda su fuerza.

Esta causa debe responder a la resolución de problemas reales de los oprimidos y del pueblo, del propio país en primer lugar, y es por tanto revolucionaria.

La forma de la acción (sin ignorar los precedentes de Gandhi, etc.) debe ser original y creadora, concorde con el estilo del país.

b).- Aunque los principios éticos sean de validez universal, las acciones serán claras y precisas, y limitadas a un solo objetivo.

c).- La no-violencia debe traducirse en un respeto total a la integridad física y moral del oponente.

d).- Intenta provocar en el oponente no miedo ni odio, sino verguenza por su situación privilegiada o por sus actitudes injustas.

e).- Ha de llevar las acciones hasta el final, que no consiste sólo en obtener lo que pide, sino en llegar al convencimiento del adversario.

f).- La acción no-violenta tiene tres grados:

1.- reivindicación (sola)
2.- no cooperación
3.- desobediencia civil

g).- Debe saber a qué se compromete, tiene que ser realista y prever las dificultades, y debe llegar hasta las últimas consecuencias de la acción, que sólo así es eficaz.

h).- La acción ha de prever varios grados de participación y compromiso, pues no todos los que se asocian a ella lo harán con la misma intensidad.

i).- No debe cooperar en la injusticia que se denuncia, ni pretender beneficiarse personalmente de los privilegios y ventajas que ésta ofrece.

j).- Acepta para sí mismo al menos tantos esfuerzos y exigencias como su acción no-violenta pide a los responsables de la injusticia.

k).- Ha de actuar dando la cara, abiertamente, sin clandestinidad. Sin jactancia ni fraude. Con persistencia incansable. En caso de recibir malos tratos, ofensas o juicios desfavorables, no debe afectarse y nunca debe devolverlos.

l).- Ha de hacer un esfuerzo por la unidad con los otros partícipes de la acción.

m).- Si en la lucha descubre que el mal que combate en el oponente lo tiene también él mismo, detendrá la acción y se corregirá antes - de proseguirla de nuevo.

n).- No debe proponer una acción si no es capaz de realizarla él mismo o no indica quién está dispuesto a llevarla a cabo.

Toda octavilla, declaración e información debe llevar un nombre y una dirección. (Una acción nunca es realizada por ejemplo por la Acción Cívica No-violenta, sino por una persona o un grupo de personas en el marco de A.C.N.V.).

ñ).- Debe buscar los medios para que llegue a la opinión pública una - información veraz sobre la acción.

La información sola no se considera una acción.

FONDOMOC

Etica personal:

Cuando el N.V. se compromete en la realización de una acción, ésta compromete al mismo tiempo a toda su forma de vida, obligándole a una revisión constante de todos los aspectos de su persona, y de su actuación para que responda a las exigencias de la verdad, justicia y caridad.

Estas exigencias se pueden concretar en:

1.- Orientar su vida, para pesar lo menos posible sobre los demás.

2.- Trabajar para el conocimiento, posesión y donación de - sí mismo.

3.- Simplificar su vida tendiendo hacia la pobreza.

4.- Decir con coraje lo que se cree que es verdad, a menos que la caridad lo obligue a callar. Eliminando de su vida, la intriga, la maledicencia, el artificio y el engaño.

5.- Intentar liberarse de impedimentos como la pereza, la - cobardía, la cólera y la indiferencia.

6.- Ser conscientes y responsables de sus actos y de las -- consecuencias que de ellos se deriven.

7.- Corresponsabilizarse con los que padecen opresión e injusticias y con los que sufren represión o persecución por denunciarlas o por haberse opuesto a ellas de alguna manera.

VICTOR JUAN BOJ CABESTAÑ

Nace en Reus en 1949, donde vive y estudia el bachillerato. A los 18 años se matricula en la Facultad de Ciencias de Barcelona. Profundamente cristiano, la Biblia le atrae como filosofia, por lo que intenta aplicarla en la vida.

Se pregunta:
- ¿Cual es el motivo del divorcio existente entre la moral individual y la moral colectiva?
- ¿Por qué motivo la caridad fraterna se limita a individuos y no es entre naciones?
- Si una nación roba a otra, ¿no serán culpables del robo todos los habitantes?
- ¿Cómo pueden explicarse las guerras?
- ¿Con qué derecho los hermanos de dentro de las fronteras son más hermanos que los de fuera?
- ¿No es un grave escándalo el ver como mientras unos hombres estan faltos de alimentos para su cuerpo y su espiritu, a las naciones no les faltan recursos para armarse? Pero sí les falta para hacer escuelas, hospitales, crear nuevas zonas de cultivo, etc...?

FONDO MOC

Con estos interrogantes es llamado a filas. Primero piensa en huir, en hablar con un superior... Finalmente se incorpora, pero al poco tiempo se decide por negarse a continuar realizando el Servicio Militar, gritando en público:

!Viva la Paz!
!Viva el Amor! !Mientras hayan soldados habrán guerras!
!Amaos los unos a los otros! . . . NADIE LE COMPRENDIO . . .

Es llevado, primero, al Castillo de San Fernando, en Figueras. Allí, le hacen ofertas ventajosas si se retracta de sus ideas, lo cual no acepta.
El 30 de Abril es llevado a una habitación individual acolchada - de locos furiosos - en el Psiquiatrico Militar de San Boi, aunque sin someterle a ningún tratamiento, pero manteniéndolo aislado en los sótanos del sanatorio. Allí se le traía la comida a la celda. Sólo podía ver a dos o tres personas, que le despertaban a las siete y le apagaban la luz cuando le decian que era de noche. Cuando su familia se entera de la situación, él ya llevaba varios dias en semejante estado, aunque tampoco pueden hacer nada, ni siquiera visitarle.

En tal situación, decide hacer una huelga de hambre y, a los dos dias, lo trasladan a una habitación de la primera planta con dos amplias ventanas que dan al jardin, donde puede leer y ver a su familia. Es visitado también por algunos militares, con intención de hacerle retractar de sus ideas, hasta el punto que le proponian declararlo "inutil total para el Servicio Militar" en caso de que aceptara.

Ante su negativa, el 9 de Junio vuelve a ser llevado a Figueras, colocándolo en una celda junto a un Testigo de Jehová.
El 11 de Junio se le hace un Consejo de Guerra. El Fiscal pide 12 años por intento de sedición. El fallo es de una condena de 5 años. Al no satisfacer la pena a la Capitania Gral. se le vuelve a hacer otro juicio el 21 de Junio, resultado del cual se le eleva la pena a un total de 6 años de prisión.

Sigue en Figueras hasta el 4 de Agosto, donde le pasan a la Prisión Civil de la misma Figueras. Las cekdas estaban muy sucias; por ello, compra jabón y la limpia. A los pocos minutos lo trasladan a otra celda, y así sucesivamente, ya que descubrieron en él, una máquina limpiaceldas. Finalmente decide aceptar la suciedad y le dejan tranquilo, aunque rodeado de porqueria. En esta prisión estuvo solo de paso. De allí, la Guardia Civil lo llevó al Penal Militar de Galeras, en Cartagena, pasando un mes de viaje por distintas prisiones: Barcelona, Valencia, Murcia y Cartagena.

En Galeras, el ambiente era más sano que en las prisiones civiles. Su gozo dura poco, ya que, sin saber porqué, empezó una peregrinación de prisión en prisión. Al parecer era demasiado sociable y, por ello, algo peligroso...

Así pasó todo un año, hasta el 19 de Junio de 1972, en que es ingresado en los talleres penitenciarios de Alcalá de Henares.

La carcel de Alcalá es un edificio - esconvento - acogedor a primera vista, pero falto de espacio, por lo que hay que vivir mucho en el exterior de las celdas. Funciona con la idea de que los reclusos que habitan en ella ejerzan algún oficio que pueda serles útil al salir en libertad. Victor se integra allí en un taller de encuadernación. Es considerado como "inprescindible", pero sólo cobra 50 ptas. diarias.

El dia 6 de Octubre de 1973 termina su periodo de prisión y es conducido a Africa, donde actualmente esta cumpliendo el Servicio Militar en un "Batallón Disciplinario", terminando, así, su condena.

FONDO MOC

" CARTA A LOS AMIGOS"

1973

(14)

I)

En el proceso de nuestra lucha y vida, la amistad mutua es muy importante. Nuestra amistad es sostén, en el momento actual, y ahora a la vez germen, muestra del nuevo mundo que anhelamos.

Por este motivo, como para participaros de los acontecimientos, me decido a escribiros esta larga carta, en la cual os expongo los hechos más significativos pasados en mi anterior etapa de la prisión.

Por motivos de sobra conocidos escribo en singular.

Cuando ingresé en el penal, se me consideró como testigo de Jehová, en aspecto de grupo sociológico; o sea, una determinada mentalidad correspondiendo a una determinada forma de actuar.

Por ejemplo, ellos salen a trabajar al jardín y huerto de la prisión sin ninguna clase de beneficio. Al principio salí, después conforme me centré en el ambiente fui negándome paulatinamente a salir.

Sucedió un hecho significativo al principio de mi estancia en la prisión. Vino un mando a visitar la prisión; estábamos en la hora de la comida del mediodía. Este mando tocó un radiador, pues era invierno, y se quedándose mirando de forma peculiar como interrogando. El mayor de la prisión, que es el que lleva todos los tinglados, rápidamente le dijo: "ayer mismo cerramos la calefacción, pues aquí en Cartagena no hace frío". Todos lo oímos estupefactos: la calefacción nunca estuvo encendida. Después de este incidente un compañero me explicó que allí llega un camión de varias toneladas de carbón; a la media hora llega otro, de más o menos la mitad de capacidad, y se lleva alrededor de la mitad del carbón, ¿dónde?, ¿para qué?...??? Más adelante fui testigo varias veces de tal hecho. Por cierto cargaban el camión los presos y se les daba unas 100 ptas.

Como presos hay estipulada una ropa con el consiguiente par de botas y ropa interior. Esta ropa nunca se daba a los que le pertenecían; sigue sin darse, por lo menos hasta que salí. Varias veces la solicité al mayor, el cual se excusaba dando largas al asunto. Hice una instancia por conducto reglamentario (esto es: un folio, al que se le añada un sello de 5 ptas., se dirije al Capitán General o al director de la prisión; debe pasar por todos los mandos intermedios; según la ley, no puede retenerse por los mandos intermedios, pues no tienen potestad para ello). Jamás llegó a su destino, quedando cortada la única forma legal de defensa del preso.

Por navidad del 1972 los amigos enviaron muchos paquetes de naranjas con alguna cosilla más. Allí en el penal hay una furgoneta de servicio, pero ya a estas alturas de mi condena, debido a las reivindicaciones hechas, (negativa de salir a trabajar al jardín-huerto sin recibir nada a cambio, intentos de concientización de la gente, etc.), el mayor realizaba ya una persecución sutil, pues no le interesaba una dureza a las claras. Caso de extremarse las posturas, puede haber un follón y descubrirse sus desfalcos.

Entonces vio la oportunidad de realizar otra forma sutil de venganza: dio orden al cartero (un marinero que hace el servicio militar) de que trajese los paquetes que venían en taxi y que los pagásemos nosotros. Al mediodía, cuando llegó el cartero, me llamó. Traía unos 8 paquetes en un taxi, la cuota fue de 175 ptas. Discutí con él enojado ante tal situación, cedí y pagué porque ví que él es víctima de la situación. Se lo habían ordenado.

En mi ánimo estaba aclarar la situación a la primera oportunidad. Pensaba en qué forma podría. Por instancia imposible, nunca hubiesex llegado a su destino, ni aún diciéndoselo al capellán castrense; pues éste siempre se lava lass manos y predica la uniformidad ambiental, "todo tranquilo", "no pasa nada", "resignación", sin solucionar ningún problema, ni dar la cara, ni tan siquiera por lo que es legal, averiguar si las instancias llegan a su destino. Cuando había problemas de esta índole, estaba unos día sin aparecer, decía: "tengo mucho trabajo". Como ha había habido cambio de almirante y éste quería estructurar las visitas, dio la casualidad de que tenía que venir el Coronel, primer mando de la prisión que tiene su despacho en Capitanía General, a dar audiencia a los presos que quisieran tenerla.

Fue unas magnífica oportunidad: me apunté a la audiencia. Dí como motivo por el cual iba (pues el mayor no se fiaba y me preguntó) las visitas al penal de familiares y amigos. Ya en mi mente tenía claros los dos temas a tocar: ropa de preso y el hecho del taxi. Así fue, con toda cortesía dije al primer jefe el hecho de que no deban la ropa de preso y le pregunté si tenía derecho a que me trajesen los paquetes en la furgoneta; Dijo que sí; entonces le conté el hecho del taxi.

En la audiencia estaba también el segundo jefe, que delega en el mayor todos los problemas y va a medias con él. Este intentaba cortarme para que no hablase; muy cómico e hipócrita, dijo que me daría todo lo que necesitase, cortando mi reclamación, dándola como solucionada para que el jefe no diese importancia al hecho. Después, ante el hecho del taxi, se hizo el alarmado y justiciero -¡muy hipócrita!-, diciendo que le darían un correctivo al cartero. Quedé desconcertado, pues la orden de que trajasen los paquetes en taxi fue de él.

Al mediodía de este acontecimiento me llamó el mayor a su despacho que está a la entrada de la prisión. Una vez fuera de la primera puerta, que separa la prisión del recinto, me abordó un marinero compañero del cartero, hablándome duramente. Me decía: "por tu culpa van a encausar al cartero, el jefe ha solicitado que le hagan las pertinentes gestiones para hacerle un consejo de guerra". Quedé frío. ¡Cuán diabólica estructura militar, que todo recae al de abajo! El mayor y el segundo jefe habían dsicho que el culpable era el cartero. Se excusaban de la siguiente manera. Decían ellos que le habían dicho al cartero que con permiso de los presos les trajese en taxi los paquetes. Lo decían así porque yo dejé claro que se lo habían ordenado, por esto dieron una vuelta diciendo que era sugerencia, no orden.

Este hecho me hizo mucho que pensar sobre todo el montaje militar, la dificultad de luchar desde dentro aún con formas legales, dificultad de una labor militante. El mayor ya había pensado sobre la situación, estaba muy sonriente. Era la oportunidad de someterme a su política, pues según las cirsunstancias quedaba yo como culpable de encausar a un marinero. Muy satisfecho me recibió, diciéndome: "¿Ves qué consigues queriendo hablar con el jefe? Tú, si tienes un problema, me los dices a mí, que para esto estoy aquí (es su canción de siempre). Ahora a ver qué hacemos, el jefe quiere encausar al cartero." Le rogué que no le encausaran. Hablaría con el jefe, si falta hiciese, dije, claro que esto no me lo dejaría volver a hacer jamás; varias veces lo solicité, de derecho tenía que habérseme concedido, nunca más se me concedió.

No se encausó al cartero al solicitar yo que no se hiciese, pero más bien fue porque de habérsele encausado hubiesen habido indagaciones, interrogaciones, y podían salir dañados los dos mandos residentes en el penal. Yo comprendí esta situación, pero ante el riesgo de que saliese dañado un marinero, eché atrás la denuncia, siguiéndole el juego al mayor.

FONDMO

El primer jefe dio orden de que se me devolviese el dinero a cargo de la prisión. Respecto a los trajes aún pasaron varios meses para que fuesen dados, y sólo a 5 presos de unos 20 que les correspondía.

Esta situación de recaer los problemas sobre los de abajo, cortaba la idea de radicalizar una postura, y más junto con el hecho de que allí en esa cárcel se dan unos privilegios determinados, respecto a las visitas de familiares y amigos, cartas que se pueden escribir y recibir y vida interior menos estructurada que en las prisiones civiles. Debido a esta situación, se tiene a lagente atada, para que no hagan ninguna reivindicación, amenazando con cortar estos privilegios. Ante cualquier injusticia, vejación por parte del celador o mayor, se está coaccionado a callar y aguantar.

Esta situación de privilegios no conseguidos por derecho, crea una tensión entre los mismoss compañeros, usada y orquestada por los mandos (he sufrido varios ejemplos dolorosos sobre esto), pues si alguien quiere plantear una reivindicación se amenaza a todos, que por culpa de ese tal habrá una privación de privilegios, lo cual crea una tensión entre los mismos compañeros. Claro que los que somos militantes no queremos nada por privilegio, lo queremos por derecho, pero ante tal situación del medio ambiental, que hay gente para todo, se complica la acción. Por estos motivos la acción se sitúa en un tira y afloja muy sutil, dentro de lo posible, es como una especie de guerra fría constante con los mandos.

Se me podría hacer la pregunta: ¿por qué lucho allí, siendo que hay unos privilegios que comparativamente están a mil años luz de las cárceles civiles? Sutil pregunta, pues puede parecer que por mi la constante lucha, por el hecho de buscar follón, el lío por el lío; dirían algunos: "ya podrías dar gracias de estar tan bien"! Esta forma de ver la vida, es un punto de vista que admite al mundo como está y sólo quiere "sacar tajada"...

Para mí, mientras hay injusticias, opresión, etc., se debe luchar, pues el objetivo es la consecución de la sociedad utópica, donde el hombre, todo hombre, sea plenamente libre. En este nivel de visión, allí en la prisión hay opresión, y muy destructiva, de la dignidad humana, pues se oprime el espíritu de rebeldía del hombre, o sea ante cualquier injusticia; al quedar coartado de reclamar, patalear, queda dentro del ser, creándole un sentido de impotencia y frustración.

II)

Mi actividad frente al representante oficial de la Iglesia, fue en principio intentar tender un puente entre su concepción de la fe y la mía. Iba a misa los domingos y fiestas e intentaba participar al máximo de la eucaristía, a pesar de ser cada vez que iba una crisis de dudas, interrogantes, vuelta a analizar el ¿por qué iba!, el ¿qué era! Me sostenía mirar el ir la idea de que es preferible equivocarme acudiendo a misa, que al revés.

Siempre que había problemas, los contaba al capellán castrense. Créía yo que la guerra de la confianza y de la verdad le harían decidirse a afrontar los problemas. Sabía evadirse, saliéndose por la tangente, eximiéndose de comprometerse.

FONDO MOC

Andaba yo en un mar de dudas sobre la verdad de esas misas, seguía, sosteniéndome el finísimo hilo de preferir equivocarme acudiendo.

Sucedió que, estando en la capilla un día laboral, estudiando la Biblia, vino un celador y nos echó de allí, diciendo que ya había estado demasiado tiempo. El celador era cabo primero, celador temporal, por esto quería tener méritos. El mayor, sabiendo su debilidad, le cizañaba para que me persiguiese.

Reconozco que de primeras ví la oportunidad de que por fin el castrense tuviese que decidirse, dar la cara, afrontar la situación. Tenía hasta confianza en ello, pues el acontecimiento era escandaloso. Unos católicos expulsados de una capilla católica, más aún, cuando allí en esa prisión se reúnen todos los día los Testigos de Jehová y tienen sus reuniones, sin que nadie lo impida. Mis cábalas en un pozo, el castrense que por lo visto estudia el arte de no comprometerse, quiso actuar de nuevo, contentando a las dos partes, como siempre lo hacía. El hecho acaecido, por su radicalidad no daba para evasiones, había que comprometerse en uno u otro sentido. Al celador le dijo: "Sí, claro, es lo que usted dice, con media hora de estudio está bien."

Cuando me enteré fue el desborde de la paciencia. Acudieron a mi mente tantos y tantos problemas habidos y cómo siempre se lavaba las manos. Ya no acudí más a misa. Rompí la cadena moral del temor a equivocarme. Pienso ahora, realmente si la forma de actuar del castrense es la católica, decididamente no soy católico. El castrense se sintió muy ofendido, por mi no asistencia y cargó su descontrol nervioso momentáneo verbal diciendo que soy un revolucionario, que sólo hago que cizañar a los compañeros, contra los mandos. Esto lo dijo a presos y mandos. Reconozco que tenía razón, solamente que donde él dice cizañar, yo digo concientizar.

Desde entonces la persecusión se hizo más clara, de las cartas que me escribían llegaban más o menos la mitad, las visitas que podían las impedían, las hacían más cortas. Estructuraron el horario del penal haciendo que las naves estuvieran cerradas de 9 a 11 de la mañana y de 4 a 5 y media de la tarde.

Dejo aclarado que la persecución seguía siendo sutil, o sea procurando fuese justificada. ¿Por qué no lo hacían más abiertamente, teniendo el poder y hasta la tranquilidad casi probable de que el castrense no haría nada por mí? No lo hacían porque temían que hiciese una huelga de hambre, hubiese investigaciones y podían correr un riesgo.

Salió una ley del Ministerio de Marina, en la cualse concedía permiso para tener barba. Solicité permiso al mayor; me dijo él: "eso no es para vosotros, aquí en la xprisión hay régimen especial". Hice una instancia solicitándolo al primer jefe. Por esos días nos dijeron que tenía que venir al Arzobispo Castrense (que estaba haciendo una rueda de visitas por las dependencias militares), que preparásemos la ropa de preso, que es de invierno, de material de lanilla. Estábamos a 30 de mayo, hacía calor.

Nueva injusticia a la vista: porque viene el Arzobispo, se obliga a todos a vestir con traje de invierno. De nuevo otro hecho de aplastamiento, de contradicción. Luchaba por una Iglesia de los pobres, comprometida con la liberación del hombre; estos acontecimientos vienen a hundir la labor de concientización.

Ví claro negarme a vestir ese traje. Ahora, había una dificultad de cara a exponer la negativa, partiendo de la mentalidad que tienen. La dificultad era que pudiesen pensar y justificarse, razonando de la siguiente forma: ¡primero, pidiendo los trajes!, ¡después, no lo s quiere vestir!

FONDO MOC

Por esto, la reivindicación la planteé de la siguiente forma: ¡De acuerdo!, me visto de preso. ¡Dadme el traje de verano, pues hace calor! Era, por cierto, el tercer verano que iba a pasar y no se me había dado ropa de verano; solamente una de invierno, después de muchas reclamaciones. Se me encerró en la celda de castigo. El Arzobispo pasó diciendo: "Hijos míos...", con su cruz de oro macizo, su capa y su traje de gala de invierno. Según me dijeron los compañeros y muy maliciosamente el mayor, que me dijo: "Tú eres católico, pues mira el Arzobispo si ha venido con su traje de invierno y es arzobispo. Prefiero -dijo chillando- un comunista que lo diga y lo sea, o un Testigo de Jehová que lo dice y lo es, pero tú, ¿qué clase de católico eres, que no respetas ni a un arzobispo? Tanto luchar por violentar su conciencia, posibilitando con ello un cambio de actitud, dándole la oportunidad de ser un hombre libre, al obrar respetando a los demás y siendo honrado, llegan estos representantes de la Iglesia y les justifican sus posturas.

A los dos días de estar en las celdas, como no me sacaban, hice huelga de hambre (planteándola como una penitencia por los pecados que contra nosotros hacían). A los cinco días, después de una cantidad impresionante de amenazas, que reconozco hicieron mella en mi serenidad de espíritu, me sacaron, pues de no hacerlo tenían que enviar informe a Madrid de lo que sucedía y hubiese habido una investigación. Por otra parte, el castrense rogó a los mandos que no informasen a Madrid.

Si fue por su intervención por lo que me sacaron, o por miedo a la investigación, es algo que no se puede saber con certeza.

Cuando salí de las celdas, me enteré que el primer jefe había aprobado la instancia en la que solicitaba el poder tener barba. (esta vez llegó a sus manos, debido al hecho escandaloso de estar en las celdas, como él también fue a recibir al arzobispo, tuvieron que informarle de que estaba en las celdas y de la instancia). Según dijo el castrense, se rió y dijo: "pero si es de ley, no hace falta pedirlo en la instancia".

Después, hablando con un compañero, me enteré que el mayor había reunido a los presos, el segundo día de estar en las celdas de castigo, y les había dicho: "El primer jefe está muy enfadado, hay algunos que se saltan las normas, sólo hacen que crear problemas, esto puede tener consecuencias molestas para todos; hacen instancias pasándose por encima a nosotros, los mandos intermedios."

Clara actitud de provocación, poner a los compañeros unos contra otros. Consiguió en parte su objetivo, pues cuando salí de las celdas me encontré con el lamentable espectáculo de que habían desvalijado mis taquillas. Faltaban un anillo de oro, recuerdo de mi noviazgo, 800 ptas., un queso, 30 limones, 2 litros de aceite, ajos y algunas cosas más.

Estos compañeros, que ya antes de entrar en las celdas, me habían amenazado por hacer la instancia, después, instigados por el mayor, hicieron el usufructo, fueron los primeros en dejarse la barba, una vez ya conseguida la reivindicación por derecho.

Unos buenos compañeros, cuando estaba en la celda, conversaban con el castrense; les contó éste la peculiar reacción que había tenido el primer jefe al leer la instancia. Estos rápidamente le dijeron: "¿Por qué no reúnes a la gente y les dices la verdad? Ya ves que lo que ha hecho el mayor es instigar a la gente contra Jordi. Aclararlo es una postura de elemental ética humana." "Me voy, que tengo prisa", fue la contestación del castrense.

III) "Atención jurídica"

La atención jurídica a los presos, tanto si la analizamos comparativamente, tomando como patrón otras naciones, como si lo hacemos bajo un análisis de lo razonablemente justo y hasta si lo analizamos tomando como patrón el Código de Justicia Militar, es una atención deficiente, burocratizada, lenta. ¡Sí!, se puede decir que esto son juicios míos, llenos de tendenciosidad porque soy un "fuera de ley". Ahora invito a todo hombre que lo desee a comprobar toda una serie de injusticias que yo he visto y vivido.

Un marinero que vive en Alicante entró en prisión en octubre de 1971, sin saber si tenía causa o arresto.

Solicitó la libertad provisional dos veces. Se movieron sus viejos padres para que se acelerase su caso. Salió en agosto de 1972, después de diez meses sin ser juzgado, solamente con un arresto de dos meses. ¿Quién le devuelde de vida los 8 meses que ha estado en la cárcel?

Otro marinero de Málaga, desertor, pasó revisión psiquiátrica y fue declarado excluido por mentalidad de diez años. Cuando llevaba 13 meses de cárcel, le fue concedida la libertad provisional; el fiscal le solicita 6 meses de prisión.

Otro muchacho de Canarias, lleva dos años de prisión preventiva por deserción. También fue a revisión médica y quedó excluido por mentalidad infantil y epilepsia. Fui testigo de dos ataques que tuvo de epilepsia. Los compañeros teníamos que socorrerle, hasta que viniese la furgoneta del hospital. Hay muchos casos más, recuerdo los nombres y su situación.

¿Por qué escribo esto? Porque, si un día el mundo es mejor, no será porque nos lo han dado los de arriba, ellos no sufren, ni saben lo que tantos y tantos seres humanos sufren.

Jorge Agulló Guerra

FONDO MOC

Marie Laffranque
23, rue Brouardel
31000 TOULOUSE

Toulouse, 30 de octubre 1973

Chers amis :

He aquí las últimas noticias de los objetores españoles que conocemos.

Victor Boj sigue en la Cárcel de Alcalá de Henares, pero no podemos comunicar con él.

Juan Guzmán sigue en la dirección de siempre : Cárcel de Marina, Cartagena (Murcia). Piensa salir - ¡por primera vez ! - lo más pronto en 28 de diciembre próximo, si no, el 28 de septiembre de 1974. "Me hallo muy bien de salud y de ánimos ; estos, cada vez van en mayor aumento. Procuro poner todo mi interés en aprovechar en máximo este tiempo, un tanto especial, en todo aquello que me puede aportar una madurez y un enriquecimiento personal. De esta experiencia que estoy pasando, le estoy sacando mucho 'jugo'".

A Pepe Beunza acaban de trasladarle dónde piensa encontrarse mejor, al lado del mar. Su dirección actual : Compañía del Mar, Unidad de encuadramiento de Corregendos, Playa de Aaiun, A.O.E. ~~Ilxcomptexêtraxlibérá~~ Piensa salir definitivamente en marzo del año que viene, pues se ha resignado a hacer la "jura de bandera". En vistas de la actual situación española y del nuevo proyecto de ley del gobierno sobre "los que se niegan al servicio militar", cree que este compromiso podría ser un término medio aceptable entre el hacer el servicio militar inmediatamente y de buen grado, y el quedarse en la cárcel para un tiempo indefinido.

Jordi Agulló Guerra (Jordi pide que se le conserve este segundo apellido, bajo el cual está más conocido en España) ya no está con Juan. Salió el 11 de agosto, y con motivo de las vacaciones administrativas, los militares no sabían que hacer con él y le pusieron en semi-libertad (dormir en la cárcel y salir de día). Después de una reflexión paralela a la de Pepe, Jordi tomó la decisión de no someterse inmediatamente. Opina que en el contexto actuel, el volver inmediatamente a la cárcel, como hacen todos los Testigos de Hehovah, pierde en gran parte su fuerza y valor de "desobedencia civil". Para fijar más concretamente su línea de conducta, esperaría la discusión, en las Cortes, del nuevo proyecto de ley, el cual condena los objetores a 4 años de cárcel, sin posibilidad de disminuir este tiempo por el sistema de redención por el trabajo.

La discusión del proyecto de ley en las Cortes se esperaba para el mes de julio, y luego para octubre. No se ha vuelto a hablar de ello hasta la fecha. Ya se sabe que "Pax Cristi" y "Justicia y Paz" españolas se han declarado favorables a un estatuto para los objetores. Los amigos españoles nos escriben que la reciente Asemblea de Obispos españoles también tomó posición a favor de los objetores : pronto veréis ese texto en la prensa católica internacional, quizá también en otros periódicos.

El 11 de octubre, en Colonia (Köln), en Alemanía, la coral de Radio-Colonia dió el estreno mundial de una Cantata de la Paz dedicada a Pepe por Cristóbal Halffter, músico español de fama internacional, quien utiliza como letra de la cantata parte de su declaración ah Tribunal de Valencia en abril de 1971. Esa coral le encargó la obra para el 25 aniversario de su creación, y vuelve a darla para Semana Santa en el Festival Internacional de Royan (Francia). Hoy mismo escribo a Cristóbal Halffter para saber cuándo y como podrían dar la cantata en otras ciudades europeas, empezando por Francia, después de Royan (supongo que el Festival exigirá la obra en prioridad después de Colonia). Puedo comunicaros la contestación si os interesa.

Estámos sin noticias de algunos de los amigos extranjeros. Tenemos muchas ganas de saber algo de vosotros, y de veros cuando se presente la oportunidad.

Saludos y recuerdos a todos de parte de Jordi, Juan, Pepe, y sus amigos de Toulouse.

María

FONDOMOC

Marie Laffranque
23, rue Brouardel
31000 TOULOUSE

Toulouse, le 30 novembre 1973

Monsieur,

J'espère bien que cette lettre vous parviendra, quoique les responsables du Festival de Royan, à qui je l'ai demandé, ne m'aient pas envoyé votre adresse exacte.

Je vous écris sur le conseil du compositeur espagnol Cristobal Halffter, dont vous avez dirigé en Première mondiale, le 11 octobre dernier, la Cantate pour la Paix dédiée à l'objecteur de conscience espagnol José Luis Beunza.

Amie personnelle de José Luis et membre du groupe qui soutient les Objecteurs espagnols à l'échelle internationale, je vous écris au nom de ce groupe. Si cela est possible matériellement et économiquement, nous serions extrêmement heureux d'organiser une tournée à la Chorale que vous dirigez pour faire connaître la Cantate à la Paix au public de plusieurs grandes villes de France : Toulouse, Marseille, Lyon, probablement aussi Paris et Strasbourg. J'ai reçu également une lettre d'un organisme siégeant à Londres, le World International Resisters qui envisagerait de vous demander aussi de passer à Londres.

Naturellement, si vous pouviez venir à Toulouse, Marseille, Lyon (surtout), juste après le Festival de Royan, cela permettrait d'économiser du temps pour vous et des frais de déplacement de la Chorale pour nous. Qu'en pensez-vous ? Je ne vous propose pas de venir juste avant, pensant que le Festival de Royan (ville proche de Bordeaux) veut avoir la primeur de cette oeuvre en France.

Pour Toulouse en particulier, ce concert pourrait attirer des gens de Barcelone qui ne se déplaceront pas jusqu'à Royan. Nous souhaiterions particulièrement permettre cette audition à nos amis espagnols de Catalogne et de France. Ce n'est ni dans un but commercial ni pour détourner l'oeuvre de son rôle propre, qui est musical et artistique pour nous comme pour vous.

Pouvez-vous me dire la longueur de l'oeuvre, et si vous ajoutez ou non d'autres interprétations ?

Seriez-vous d'accord en principe (nous avons l'adhésion enthousiaste, par écrit, de Cristobal Halffter ; il peut vous la confirmer) ?

Quelles seraient les conditions financières, pour ce qui dépend de vous ?

... / ...

Vu le silence des responsables du Festival de Royan, pouvez-vous nous donner quelques conseils sur la manière dont nous devons agir avec eux ?

Si vous êtes d'accord en principe, pouvez-vous le leur dire directement, en leur donnant toutes les précisions nécessaires que nous-mêmes ignorons ?

Nous espérons que votre réponse sera positive et que ce projet pourra se réaliser. Nous vous en disons déjà notre joie, notre reconnaissance, et vous saluons bien cordialement.

FONDOMOC

Marie Laffranque
23, rue Brouardel
31000 TOULOUSE

Toulouse, le 28 décembre 1973

Chers Amis,

Cette lettre s'adresse aux cinq villes intéressées jusqu'à présent par la tournée de la Chorale et de l'Orchestre de la Radio allemande de l'Ouest (Radio-Cologne) qui a créé le 11 octobre dernier la Cantate du compositeur ~~Cris~~ espagnol Cristobal Halffter dédiée à Pepe Beunza. Ces villes sont : Toulouse, Marseille, Toulon, Lyon, et peut-être Strasbourg et Paris. Je ne sais s'il faut compter ~~aux~~ Marseille et Toulon ensemble ou séparément (Adé Clouzot et Olivier Maurel). Vous verrez si cela vous semble possible, vous qui avez bien plus d'expérience que moi, et me le direz. J'examine la question pour Toulouse.

Voici le programme :

- Gaudium et Spes de Cristóbal Halffter, pour 48 voix et bandes magnétiques : 31 minutes 40".

- Traumdeutung (le sens des songes) de Vinko Globokar, pour 44 voix et 4 instruments : 30 minutes.

~~Répétitions~~ Je crois comprendre que Gaudium et spes est en espagnol (et peut-être latin).

Répétitions et préparatifs techniques préalables assurés par Radio-Cologne. Date du déplacement : entre le 4 juin et le 15 juillet : 5 jours de concert et 6 jours de voyage pour cinq villes, soit au total 11 jours.

Le choeur comprend 48 personnes, il y a 4 musiciens, 5 personnes au rôle indéterminé désignées nominalement, 2 techniciens et un chauffeur.

Le devis établi par Radio-Cologne et comprenant voyage, honoraires des musiciens, dépenses techniques, assurances pour les instruments, frais d'entretien du choeurs et des accompagnateurs, et frais divers, s'élève à 120.442 Marks, soit environ 22 millions d'AF, c'est-à-dire à 5.200.000 AF pour chacun s'il y a cinq villes.

Ce qu'on appelle préparatifs techniques, et probablement aussi le travail des deux techniciens accompagnateurs correspond je suppose à la technique musicale des morceaux présentés (où l'on utilise par exemple des bandes magnétiques enregistrées à l'avance...).

Le devis, ajoute la lettre, est approximatif.

Vous devinez que je suis un peu épouvantée par le montant total. Je me demande si l'on peut économiqer sur ce qu'il appelle Frais d'entretiens, et qui s'élèvent à 71.580 Marks, soit environ 12 millions d'AF. Il y a parmi les dépenses techniques une section mystérieuse qui s'appelle LKW et qui correspond à 8.850 Marks.

.../...

Personnellement, même si nous obtenons une salle gratuite ou presque (pour Toulouse, je pense à deux églises où l'on peut donner des concerts), je crains que cela mette la place à un prix trop élevé (même si on trouvait des gens pour payer ce prix. Pouvez-vous me fixer d'ici le 10 janvier ? C'est probablement la dernière limite pour que la chorale puisse inclure cette tournée dans son emploi du temps.

Il me semble que plus tôt nous placerons ces onze jours, plus nous aurions de chance de réussir. (mettre les concerts si possible entre le 6 et le 18 juin) et probablement commencer par Paris, si Paris est intéressé, puis Toulouse, Marseille-Toulon, Lyon, et Strasbourg éventuellement. Je propose qu'on partage également le prix du voyage sans tenir compte de la distance entre les villes : de toute façon, les comptes sont déjà assez compliqués. Je vous joins la photocopie du devis.

Bonne Année. Amitiés.

Marie

Adresses :

Cristóbal Halffter, Bola 2, MADRID

W.D.R., 5 Köln 1, Appellhofpla tz 1, Postfach 10 19 50, R.F.A.

FONDAMOO

...\...

Ley de negativa

I. Disposiciones generales

JEFATURA DEL ESTADO

LEY 14/1973, de 19 de diciembre, sobre negativa a la prestación del Servicio Militar.

La declaración VII del Fuero de los Españoles proclama, a título de honor, la obligación de servir a la Patria con las armas, obligación que tradicional y universalmente se considera el primer y principal deber del ciudadano con la nación a que pertenece, y que en España se halla reiterado y desarrollado en la Ley General del Servicio Militar de veintisiete de julio de mil novecientos sesenta y ocho.

El legislador no ha previsto el tratamiento penal de la negación expresa a cumplir esta obligación. Pero desde hace algún tiempo se repite, de forma esporádica y limitada, el hecho de reclutas que al incorporarse a Cuerpo se niegan a vestir el uniforme, hecho que se ha venido castigando con arreglo al artículo trescientos veintiocho del Código de Justicia Militar como desobediencia a superior, lo que ha dado lugar a que cumplida la pena y devueltos al Ejército respectivo, en mérito de las accesorias, se haya repetido el hecho, provocándose así una serie de condenas sucesivas, cuyo final sólo puede preverse con la llegada de la edad en que se pasa a situación de licencia absoluta, si antes no se contrae una causa de inutilidad.

Bien se advierte que la acción finalista del agente no es el mero desacato a la orden particular del superior de que vista el uniforme, sino el más amplio propósito deliberado de dejar incumplida, en términos absolutos, aquella primordial obligación de servir a la Patria con las armas. Por ello se hace preciso llevar a nuestro ordenamiento penal militar este tipo delictivo, constituído por la expresa negativa a prestar el servicio militar. A tal efecto se señalan las penas adecuadas, según el hecho tenga lugar en tiempo de paz o en tiempo de guerra o territorio declarado en tal estado; se establece la correspondiente exclusión del servicio en cada supuesto por cumplimiento de la condena, ya que la infracción del deber de prestarlo es precisamente la razón de penalidad, y se incluye como efecto de ésta la incapacidad que para el ejercicio de derechos, cargos y funciones públicas y para el establecimiento de relaciones contractuales y laborales con Entidades públicas, señala el artículo ciento ocho de la Ley General del Servicio Militar, y para ejercer la docencia y obtener licencia de uso y tenencia de armas, reduciendo la posibilidad de rehabilitación a la retractación efectiva de su conducta delictual.

En su consecuencia, se incluye en el texto vigente del título XII, tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica «negativa a la prestación del Servicio Militar», integrado por el artículo trescientos ochenta y tres bis, redactado en los términos que en la parte dispositiva se expresan.

En su virtud, y de conformidad con la Ley aprobada por las Cortes Españolas, vengo en sancionar:

Artículo único.—Se incluye en el texto vigente del título XII, tratado II del Código de Justicia Militar, un capítulo V bis, bajo la rúbrica «negativa a prestación del Servicio Militar», integrado por el artículo trescientos ochenta y tres bis, con el siguiente texto:

CAPITULO V BIS

NEGATIVA A LA PRESTACIÓN DEL SERVICIO MILITAR

Artículo 383 bis

El español que, declarado Soldado o Marinero útil rehusara expresamente, y sin causa legal, cumplir el servicio militar, será castigado:

Uno. Con la pena de tres años y un día a ocho años de prisión si el hecho ocurriera en tiempo de paz.

Dos. Con la pena de reclusión si se cometiere en tiempo de guerra o en territorio declarado en estado de guerra, salvo lo que dispongan los bandos que dicten las autoridades militares competentes.

Dichas penas no llevarán consigo las accesorias militares previstas en los artículos doscientos dieciocho y doscientos diecinueve del presente Código, pero sí las demás que correspondan y la incapacidad del condenado, mientras no se rehabilite, para ejercer derechos políticos, ostentar cargos y funciones públicas y para establecer relaciones laborales y contractuales de todo orden con Entidades públicas o subvencionadas o intervenidas por el Estado, con Entidades paraestatales autónomas y con las Corporaciones de Administración Local, así como para la docencia y para obtener permiso de tenencia y uso de armas. La rehabilitación sólo podrá obtenerse mediante el cumplimiento efectivo de las obligaciones militares, que podrá solicitarse en cualquier momento desde que se inicia el sumario hasta la fecha en que el condenado alcance la edad de la licencia absoluta, y que en ningún caso será objeto de las reducciones previstas en el artículo sesenta y dos de la Ley reguladora del Servicio Militar. Cumplido el período de servicio en filas se declarará también cumplida la condena de quienes no la hubiesen terminado por incorporarse a aquél antes de su término.

Una vez cumplida la condena impuesta, el penado quedará excluído del servicio militar, excepto en caso de movilización por causa de guerra o declaración de estado de guerra.

DISPOSICIONES TRANSITORIAS

Respecto de las causas iniciadas y aún no concluídas y de las condenas en curso de cumplimiento por hechos comprendidos en la presente Ley, se estará a lo siguiente:

Primera. En las causas que se hallen en tramitación se aplicará la norma penal más favorable, y para su determinación se dará audiencia al procesado, asistido de su defensor, para que opte por la aplicación de uno u otro preceptos y sin que se retrotraiga el trámite procesal, se proseguirán las actuaciones hasta la celebración del Consejo de Guerra.

En aquellas causas en que haya recaído sentencia que se encuentre pendiente de aprobación se dará audiencia al procesado en la forma expuesta, y de optar por la aplicación de esta Ley, se dispondrá la celebración de un nuevo Consejo de Guerra, con anulación de la sentencia recaída.

Si el reo hubiese sido ya condenado en otro u otros procedimientos, se estará a lo establecido en la transitoria tercera.

Segunda. Los condenados, en una o varias causas, a penas de tres años y un día o más de privación de libertad y que lleven cumplido como mínimo ese tiempo, podrán solicitar de la autoridad judicial la aplicación de la presente Ley, con los efectos dispuestos en la misma.

La Autoridad Judicial, con su Auditor, oyendo previamente al Fiscal Jurídico-Militar, conmutará la condena o condenas impuestas, por la que lleve efectivamente cumplida, declarará su exclusión del servicio militar, su incapacidad en los términos previstos y ordenará su inmediata excarcelación.

Tercera. Los condenados en una o varias causas a penas que, sumadas, no alcancen los tres años y un día de privación de libertad efectivos, seguirán cumpliendo normalmente su condena. Si al término de ésta incurriesen en el delito previsto en la presente Ley, la autoridad judicial, con las mismas formalidades y audiencias a que se refiere la disposición anterior, dispondrá que, para el cumplimiento de la pena que en su caso se imponga, se abone el tiempo que el reo hubiese estado privado de libertad como consecuencia de la condena o condenas anteriores.

DISPOSICION ADICIONAL

El Gobierno dictará las disposiciones necesarias para el cumplimiento de la presente Ley.

DISPOSICION FINAL

La presente Ley entrará en vigor el día de su publicación en el «Boletín Oficial del Estado».

Dada en el Palacio de El Pardo a diecinueve de diciembre de mil novecientos setenta y tres.

FRANCISCO FRANCO

El Presidente de las Cortes Españolas,
ALEJANDRO RODRIGUEZ DE VALCARCEL Y NEBREDA

FONDOMOC